

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion

Notre ambition : être un opérateur Responsable, Durable, Rentable et reconnu pour ses Résultats.



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ÉCONOMIQUE

LE GABON À L'HEURE DE LA RELANCE



Lire p.4

CLEAN AFRICA : LA LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ CONTINUE



Lire p.7

ECONOMIE VERTE

GLOBAL FOREST ENVIRONNEMENT, UNE EXPERTISE CONFIRMÉE



Lire p.10

SANS REGRET

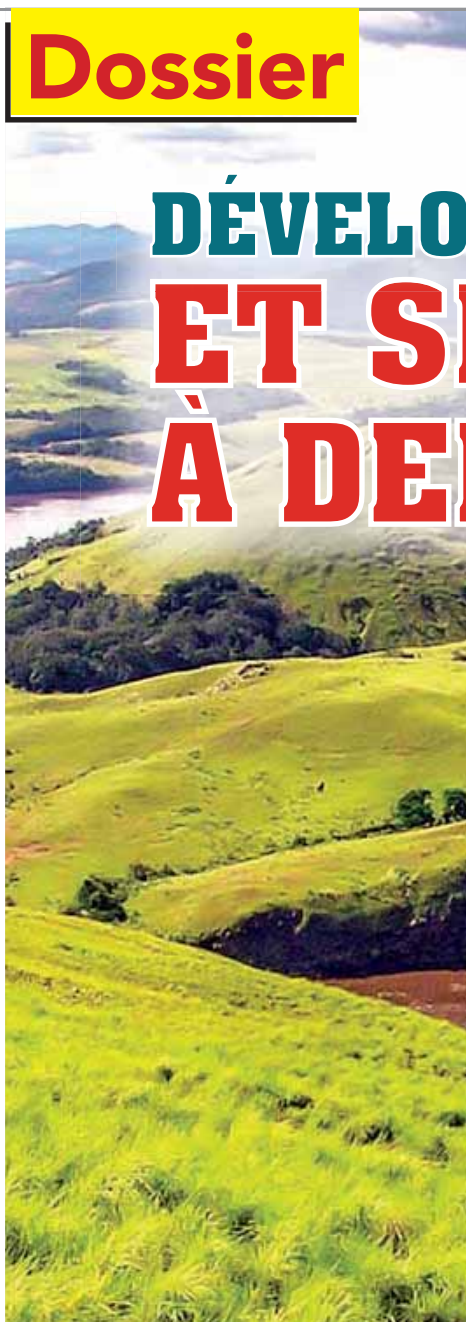
JESSICA ALLOGO, DU PÉTROLE AUX CONFITURES



Lire p.13

Dossier

DÉVELOPPEMENT DURABLE : ET SI ON PENSAIT À DEMAIN...



LES PARCS DU GABON, SANCTUAIRE DE BIODIVERSITÉ

LE PROGRAMME GRAINE SE RÉINVENTE

ENTRE ARTS ET TRADITIONS, L'ÂME DU GABON SE DÉVOILE

À LA DÉCOUVERTE DE... LA LOPÉ, UN JOYAU AU COEUR DU GABON

Lire 14-17

PROCHAIN NUMÉRO :
RESSOURCES MINIÈRES

N°91
MARS
2021



BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion



LE LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER



SIÈGE LIBREVILLE – BATTERIE 4 BORD DE MER

CAP SUR 2021

DEVENEZ PROPRIÉTAIRE DE LA VILLA DE VOS RÊVES À ANGONDJÉ



Vente en état futur d'achèvement sur titres fonciers.

B.P. 4562 Libreville - Gabon / Immeuble BICP, 1266 Boulevard de la Nation (Quaben)
Tél : (+241) 11 73 18 80 / 11 73 17 55 / 65 80 18 80 - Whatsapp : +241 05 31 70 00
E-mail : pchandezon@gmail.com - www.bicpgabon.com

SOMMAIRE N°90

Édito

VIE ÉCONOMIQUE

4 – 9

NOTE D'ANALYSE DE LA DETTE PUBLIQUE
GABONAISE : LE QUESTIONNEMENT DE SA
SOUTENABILITÉ

p.5

LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINEN-
TALE AFRICAINE, UNE OPPORTUNITÉ
POUR LA RELANCE

p.6

SOBRAGA
RETROSPECTIVE 2020 : SOBRAGA RÉSOLU-
MENT ENGAGÉE DANS LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

p.8-9

DOSSIER

14–17

DÉVELOPPEMENT DURABLE : ET SI ON PENSAIT À DEMAIN...

LE GABON, DESTINATION TOURISTIQUE
PRIVILÉGIÉE

p. 15

À LA DÉCOUVERTE

18

LA LOPE, UN JOYAU DE LA BIODIVERSITÉ
GABONAISE

p. 18

DIGITAL & NUMÉRIQUE

19

ZOOM SUR UNE START-UP : POZI DIGITA-
LISE LA CARTOGRAPHIE DE LA CAPITALE
LIBREVILLE

p. 19

COOPÉRATION

20-21

ÉTATS-UNIS / INVESTITURE DE JOE BIDEN :
LE MANDAT DE TOUTES LES ATTENTES

p.21

DÉVELOPPEMENT DURABLE, LE CHALLENGE EST LOIN D'ÊTRE ATTEINT

A l'heure où la planète entière est tournée vers de nouveaux paradigmes, il convient de s'arrêter et faire le point. Le point pour savoir si l'ensemble des pays sont au même niveau de développement. A cette interrogation, l'on serait tenté de répondre par la négative.

Thérèse TCHIEYA



Il existe encore trop de disparités entre les États, de contrastes entre les différentes régions du globe et la Covid-19 n'est pas venue arranger les choses. Selon le rapport bisannuel sur la pauvreté et la prospérité dans le monde, la pandémie a entraîné entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020 et ces chiffres pourraient s'aggraver cette année pour atteindre les 150 millions, en fonction de la gravité de la

récession économique. Dans le même rapport, le président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass a indiqué : «Afin de remédier à un recul qui nuit gravement aux progrès du développement et à la réduction de la pauvreté, les pays devront se préparer à une nouvelle économie dans l'après-COVID, en faisant en sorte d'orienter les capitaux, la main-d'œuvre, les compétences et l'innovation vers de nouveaux secteurs d'activité et de nouvelles entreprises».

Il existe donc des solutions, mais ces dernières devront impérativement tenir compte de la notion de durabilité. Il faut penser à la relance de l'économie après la crise sanitaire, en conjuguant avec des facteurs de respect de l'environnement, de gestion durable des ressources, et de distribution équitable des revenus. En d'autres termes, il faut que les États se tournent vers des programmes de développement privilégiant l'accès à tous à l'eau. En Afrique subsaharienne, seulement 24% de la population a accès à une source sûre d'eau potable et les installations sanitaires de base sont réservées à 28% de la population. Les priorités devront également être tournées vers l'éducation de tous, filles comme garçons. Selon des chiffres de l'UNESCO, les inégalités d'accès à l'éducation en Afrique sont parmi les plus aigües au monde. Sur les 61 millions d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire, 33 millions, soit plus de la moitié, vivent en Afrique subsaharienne. A côté de cela, la santé, la réduction de la pauvreté, la lutte contre le réchauffement climatique doivent être des axes majeurs vers lesquels les États se tournent.

Et pour l'atteinte de ces objectifs, le Gabon joue sa partition. Avec un territoire recouvert à 88% par la forêt, le pays poursuit ses efforts de préservation de l'environnement. Le leadership du Président Ali Bongo Ondimba en matière de climat, ne souffre d'aucune contestation. Déjà le Gabon peaufine sa stratégie pour la COP 26 qui aura lieu en novembre 2021 à Glasgow, en Écosse. Et les regards sont désormais tournés vers les États-Unis et la Chine, les deux premières puissances mondiales, mais aussi les plus gros pollueurs.

Cette bivalence nous montre qu'il faut développer certes, mais en pensant à demain ■

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Rédacteur en Chef :
Thérèse TCHIEYA

Rédacteur en chef Adjoint :
Marie MABOUELE

Secrétaire de rédaction

Manuella MENGUE M'EYI
Tél. : +241 (0) 11 44 11 62
m.mengue.economiegabonplus@gmail.com

Secrétaire de Direction

Responsable réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.ga

Publicité & marketing :

241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.ga

Directeur artistique & infographie
Donald ELLA

Informations légales

MEDIAGAB Société éditrice de :
Economie Gabon+
RCM N°RG LBV 2019B22899
Numéro statistique : 47809 P
Récépissé de déclaration de constitution d'un
organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du
3 juin 2010

Régie publicitaire :

MEDIAGAB
Tél: +241 (0) 11 44 11 62

Siège social

1266 Bd de la Nation Bord de mer - Libreville
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 (0) 11 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon

LinkedIn : linkedin.com/in/economiegabonplus



Impression : Multipress
Tirage : 12 000 exemplaires
Tél.: 011 73 21 75 / 011 73 22 33



Donald ELLA MFENE
Directeur Artistique

LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE COMME IMPÉRATIF

La crise sanitaire du nouveau coronavirus a plongé les économies du monde dans l'impasse, entraînant les Etats à faire preuve d'ingéniosité pour se réinventer et survivre. En Afrique, même si certains pays ont montré une résilience face au choc de la Covid-19, il reste que le défi actuel pour tous est de remettre les économies sur les rails. Et dans cette dynamique, le Gabon n'est pas en reste. Le défi de la relance économique est réel et apparaît comme une urgence pour le pays d'Ali Bongo Ondimba. Le gouvernement propose le Plan d'accélération de la transformation.

Par la rédaction



Après une année 2020 catastrophique pas seulement d'un point de vue sanitaire, au regard des milliers de morts causés par le nouveau coronavirus, mais également en raison du ralentissement de l'activité économique mondiale, l'heure est à la reprise. Mieux à la relance !

Le principal défi du gouvernement Ossouka Raponda, dit gouvernement de la relance, consiste à ramener la croissance entre 2 et 3% en 2021. Et pour le Premier Ministre gabonais, il faut impérativement faire redécoller les activités économiques, en dépit de la forte contrainte budgétaire. Et c'est peu de le dire. Le Gabon a, en effet, connu un triple choc lié à la chute mondiale de ses principaux produits d'exportation, à la baisse des cours de produits de base et au ralentissement de certaines activités au niveau national en raison de la crise sanitaire. Conséquences : le Produit intérieur Brut s'est contracté d'environ 5 points par rapport à 2019, les recettes d'exportations et le budget de l'Etat sont en repli et la contraction de l'activité hors

pétrole a entraîné une baisse des recettes budgétaires de 4 points.

LE PLAN D'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION COMME STRATÉGIE

Pour amorcer la relance, l'équipe gouvernementale propose un Plan d'accélération de la transformation décliné en trois pivots principaux, à savoir : le pivot économique, dans lequel les secteurs forêt-bois et agriculture sont considérés comme les nouveaux piliers. Un pivot catalyseur de croissance grâce auquel les autorités vont booster la politique d'investissement en mettant à niveau les routes, les infrastructures logistiques et celles de production d'énergie et d'eau. Et un dernier pivot axé sur des questions sociales qui devra guider l'action du gouvernement à renforcer l'efficacité des services publics, en créant un nouveau dispositif d'accompagnement à l'employabilité et à l'autonomisation des jeunes.

Ces trois grands piliers sont soutenus par douze batailles qui vont de la diversification économique en passant par le bien-être social des populations à l'assainissement des finances publiques.

Pour parvenir à l'accélération des réformes structurelles, il faut selon la Ministre chargée de l'Economie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie Roboty, réorganiser le cadre institutionnel des secteurs clés que sont : les infrastructures, l'agriculture, le tourisme, l'habitat, l'énergie et le bois. Il faudra donc revoir les projections concernant ces secteurs, en mettant à contribution le secteur privé et en privilégiant les partenariats publics-privés (PPP). Non sans améliorer le cadre des affaires à travers la promotion des investissements directs étrangers. Côté Etat, les investissements doivent se tabler, selon le Premier ministre, à 4700 milliards de francs pour les trois prochaines années (2021-2023). Concernant les finances publiques, le Gabon doit optimiser la mobilisation de ses recettes et rationaliser ses dépenses.

SECTEURS PRIORITAIRES POUR LA RELANCE

Aussi, les secteurs définis comme prioritaires par le gouvernement, peuvent-ils apparaître comme des niches de croissance durable et inclusive, capable de transformer en profondeur l'économie gabonaise.

L'agriculture par exemple représenterait désormais entre 3,8% et 5% du Produit intérieur brut (PIB). Les investissements d'Olam dans le secteur ont également permis la création de près de 10 000 emplois supplémentaires depuis 2010. Le secteur a montré une certaine résilience durant la crise sanitaire avec des initiatives comme le programme « Gabon Famille Verte » qui a pour objectif d'ancrer au sein du noyau familial l'importance du retour à la terre et vise à encourager les familles à produire leurs propres légumes à domicile afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Selon des chiffres du Ministère de l'Agriculture, le programme a déjà mobilisé plus de 8000 foyers engagés dans la production maraîchère à domicile.

Un autre secteur qui se distingue grâce à sa contribution au PIB est celui du bois. Selon un rapport d'experts commis par le gouvernement pour réfléchir sur la stratégie de relance économique post-Covid, cette contribution est passée de 2,9 % en 2016 pour se stabiliser à 3,3 % en 2019 pour une valeur ajoutée estimée à 321,5 milliards de francs CFA. Le Gabon est aujourd'hui le premier exportateur africain de feuilles de placage et de contreplaqués. Sur le plan social, la filière forêt bois reste le premier employeur du secteur privé, avec plus de 27000 emplois directs et indirects en 2019.



«Pour parvenir à l'accélération des réformes structurelles, il faut réorganiser le cadre institutionnel des secteurs clés»

Mais les autorités gabonaises devraient poursuivre et accélérer les réformes dans ces différents secteurs. A travers la concrétisation de projets porteurs. Et l'un des plus emblématiques au Gabon en matière d'infrastructures, est certainement celui de la Transgabonaise, considéré comme l'un des plus grands chantiers routiers du président Ali Bongo Ondimba après la route Port-Gentil – Omboué. Cette route, dont les travaux ont officiellement été lancés en septembre 2020, traverse le pays d'est en ouest sur 780 km et est prévue s'achever d'ici 2023.

Les secteurs du tourisme, de l'énergie et de l'habitat ne sont pas en reste dans cette stratégie qui a pour ambition de rendre plus concrète la diversification de l'économie gabonaise.

Et toutes ces réformes qui sous-tendent le développement économique du pays, devraient intégrer l'impératif écologique qui est pour le Président Ali Bongo Ondimba, un objectif prioritaire du Gabon pour les dix ans à venir ■

Samedi 23 Janvier 2021

COVID-19 Urgent

Port du masque obligatoire dans tous les espaces publics à compter du lundi 25 janvier 2021

GWN

COVID-19

⚠ Les nouvelles mesures du gouvernement sur la riposte sanitaire

Intérieur

- Couvre-feu de 20h à 5h à compter de lundi 25 janvier 2021
- Port du masque obligatoire dans tous les espaces publics
- Non port du masque : amende de 25.000 à 200.000FCFA
- Non respect des rassemblements : amende 100.000 FCFA à 5.000.000FCFA
- Mise en place des check-point dès lundi



NOTE D'ANALYSE DE LA DETTE PUBLIQUE GABONAISE : LE QUESTIONNEMENT DE SA SOUTENABILITÉ

La zone CEMAC a un dispositif de surveillance multilatérale reposant sur des indicateurs macroéconomiques de convergence. L'un de ces critères est celui lié à l'endettement public dont le taux doit être inférieur ou égal à 70 % du Produit intérieur brut (PIB). En 2020, le Gabon a atteint ce seuil limite. Le pays qui dispose selon le Chef de l'Etat, d'une solide réputation de solvabilité entend ramener son taux d'endettement en 2021, sous la barre des 70% du PIB que le gouvernement s'attèle à rembourser sa dette, il reste que le recours à l'endettement peut être perçu comme un frein à l'investissement.

Dr Christian NZENGUE PEGNET (Economiste, Spécialiste des risques bancaires et financiers)



A l'instar de la crise financière de 2007-2009, encore appelée crise des « sub-primes » ou crédits hypothécaires, la crise économique née des mécanismes de réponse à la pandémie du coronavirus, a remis au goût du jour l'importance d'analyser la politique budgétaire.

En effet, parmi les outils dont disposent les administrations publiques (Etat, Banques centrales et collectivités locales) pour intervenir sur l'activité économique afin d'atteindre des objectifs notamment de croissance, de plein-emploi et de justice sociale, il y a la politique monétaire et la politique budgétaire. Ces deux politiques constituent les principaux leviers de la politique économique de l'Etat.

La politique budgétaire consiste à utiliser certains instruments tels que les dépenses publiques, l'endettement public, les prélèvements fiscaux, etc., pour influencer sur la conjoncture économique. Elle peut ainsi produire des effets positifs à long terme sur la croissance, soit directement en stimulant la formation du capital, l'emploi et l'innovation, soit indirectement en influençant les décisions des agents économiques.

Les effets de la crise économique issue de la pandémie de la Covid-19 ont contraint les gouvernements et les banques centrales à intervenir massivement pour soutenir l'activité économique et venir en aide aux couches des populations les plus défavorisées.

La mise en œuvre de ces différentes politiques dont l'objectif principal était de limiter les effets négatifs de la crise économique, expose tout de même les Etats à de possibles risques de dérapages budgétaires notamment ceux appartenant à une union monétaire. Ces dérapages pourraient se traduire par des débordements et des externalités négatives en termes de gonflement des dettes, de déficits public, etc. La situation d'endettement de certains pays de la zone CEMAC, notamment le Gabon en est une parfaite illustration.

Pour rappel, la zone CEMAC a un dispositif de surveillance multilatérale reposant sur des critères et indicateurs macroéconomiques de convergence.

Au nombre de quatre, les critères de convergence représentent le socle du mécanisme de coordination.

Le premier critère porte sur le solde budgétaire de base, qui doit être positif ou nul. Le second concerne l'inflation dont le taux en glissement annuel doit être inférieur ou égal à 3%. Le troisième critère est relatif à l'endettement public, dont le taux

doit être inférieur ou égal à 70% du PIB. Le quatrième prescrit la non-accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion de la période courante.

LE SEUIL D'ENDETTEMENT

Dans cet article, nous nous intéressons au taux d'endettement de l'Etat gabonais. Encore un peu plus que dans le passé, cet indicateur est fortement scruté par les observateurs de la vie économique. Et les conditions de financement de nombreuses mesures prises par le Gouvernement pour faire face aux répercussions de la crise sanitaire due au coronavirus ont amené ce dernier à recourir à de nouveaux emprunts. La crise sanitaire étant cumulée à une baisse des recettes publiques liée à la chute des cours du pétrole.

Suivant les critères de convergence énoncés ci-dessus, le taux d'endettement doit être inférieur ou égal à 70% du PIB. On observe au cours des trente (30) dernières années, de 1990 à 2020, que ce taux est passé de 20,4% à près de 70%. L'encours de la dette a été ainsi multiplié par près de cinq (5) depuis 1990, passant de 1291 milliards de FCFA à près de 6000 milliards en 2020, soit une augmentation de près de 398%.

En 2020, le Gabon vient d'atteindre ce seuil limite fixé dans le cadre des critères de convergence à respecter par les différents Etats membres de la CEMAC. Selon la note d'analyse dynamique de la dette du Ministère de l'Economie et de la Relance de juin 2020, le règlement cumulé de la dette publique a triplé pour s'établir à 832,3 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2019. Par ailleurs, après une légère baisse en 2017, on a assisté à un accroissement du stock de la dette entre 2019 et 2020.

Ce taux (près de 70%), qui peut être jugé excessif, car constituant un endettement important, pourrait avoir des conséquences particulièrement coûteuses pour les finances publiques gabonaises. Sa maîtrise, à travers des actions fortes et des réformes structurelles profondes devraient être un enjeu majeur pour la politique budgétaire.

SOUTENABILITÉ DE LA DETTE EN QUESTION

De nombreuses études empiriques réalisées pour tenter de mettre en évidence les conséquences en termes



« Un Etat peut être très endetté et être solvable »

de perte de croissance économique d'un endettement public excessif donnent des résultats contradictoires (Panizza et Presbitero, 2012 ; Reinhart et al., 2012 ; Pescatori et al., 2014).

De fait, les mêmes réserves pourraient être émises à l'endroit du seuil d'endettement public, fixé à 70 % du PIB qui ne constitue pas une garantie contre les problèmes d'insolvabilité et d'illiquidité. À cet effet, il convient de souligner que ce critère (ou indicateur) ne renseigne pas véritablement sur le caractère de la soutenabilité de la dette.

Car un Etat peut être très endetté et être solvable. Il serait donc en capacité de rembourser ses emprunts. Cette assertion est fonction de la structure de l'économie du pays en question.

Dans le cas du Gabon, dont l'économie est fortement tributaire de l'exportation des matières premières, en tête desquelles le pétrole, la chute des cours de ce dernier, cumulée à la baisse de la demande mondiale, a augmenté le déficit budgétaire de l'Etat. Pour financer ce déficit, le gouvernement est amené à emprunter à nouveau. Ce qui a conduit, selon les chiffres du Ministère de l'Economie, à une augmentation de l'encours de la dette publique de 488,6 milliards de FCFA.

Bien que le gouvernement continue de rembourser sa dette, soit à travers de nouveaux emprunts, soit à travers des rééchelonnements, il ne demeure pas moins vrai que ce recours systématique à l'endettement obère les capacités d'investissements de l'Etat.

Avec une prévision de croissance de 2,1% selon le FMI, pour l'année 2021, et un service de la dette en constante augmentation, l'on est en droit de s'interroger sur la part du budget qui sera consacrée aux investissements structurants notamment dans les infrastructures routières, l'éducation et la santé ■



Flashez ce code avec votre smartphone pour lire l'article



Echanges commerciaux avec l'Afrique : les USA annoncent un programme de 500 millions \$ pour le secteur privé

LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE, UNE OPPORTUNITÉ POUR LA RELANCE

Lancée le 1er janvier 2021, la Zone de libre-échange continentale africaine va permettre de booster le commerce intra-africain avec des conditions d'accès préférentielles des entreprises. Un accent est mis sur la diversification des économies, l'industrialisation et une place majeure accordée aux exportations plus équilibrées et durables, ce marché commun apparaît comme une véritable locomotive pour la relance de l'économie post-covid.

Par la rédaction



1,2 milliard de personnes sont directement concernées par la Zone de libre-échange continentale africaine. Elle est de loin la plus grande zone de libre-échange du monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette zone lancée en janvier 2021 est soutenue par un accord de libre-échange qui vise d'abord à créer des conditions d'accès préférentielles sur les marchés, en éliminant les barrières tarifaires, et de manière accessoire et indirecte, en promouvant le développement des Etats et leur industrialisation. L'accord vise ensuite à faciliter les approvisionnements en matières premières des produits intermédiaires pour l'industrie locale en dehors des conditions préférentielles. Cet accord vise enfin à faciliter les importations des produits finis pour la consommation des ménages dans des conditions préférentielles et plus compétitives.

DES RÉFORMES DES ETATS POUR TIRER PROFIT DE LA ZONE

Selon Dr Jacob Kotcho, Chef de service Commerce, Douanes et industries à la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, pour que cet accord génère les bénéfices attendus, il faut que les Etats mettent en place des politiques complémentaires : des politiques industrielles, agricoles, des politiques de formation pour développer la capacité humaine à tirer profit de l'opportunité d'emplois et de développement industriel.

C'est dans ce cadre que les agents de la Direction Générale des Douanes ont été outillés lors d'un séminaire les 20 et 21 janvier 2021. Il était question durant deux jours, et grâce à l'appui technique de la CEEAC, d'examiner les dispositions de l'accord qui concernent ces agents ? Comment doivent-ils les mettre en œuvre ? Quelles sont les réformes qui doivent être menées au sein des Douanes pour avoir la capacité de mettre en œuvre les dispositions de l'accord au bénéfice de l'économie du Gabon ? Le pays qui vient de rendre publique sa stratégie de relance pour les trois prochaines années (2021-2023), à travers le plan d'accélération de la transformation.

LE GABON ET SON PLAN S'ALIGNENT...

Une stratégie qui comporte trois pivots : économique, catalyseur de croissance et social. Avec ce plan ambitieux, le pays d'Ali Bongo Ondimba s'inscrit dans la vision de rendre son économie plus diversifiée et veut miser sur le renforcement de son tissu industriel, ce qui lui permettrait d'être compétitif sur le marché de la Zlecaf.

Ce marché va en outre permettre de faciliter l'exécution du Programme 2030 des Nations Unies, et en particulier la réalisation des objectifs de développement durable, des cibles visant à assurer le travail décent et la croissance économique (objectif 8), la promotion de l'industrie (objectif 9).

Avec sa zone économique spéciale de Nkok, le Gabon a une longueur d'avance sur certains pays de la sous-région. Mais le pays doit davantage

appuyer sa stratégie sur des réformes importantes. Selon Dr Jacob Kotcho, la compétitivité d'un pays comme le Gabon sur le marché de la Zlecaf est tributaire de plusieurs facteurs, à savoir : Les industries installées à la zone économique spéciale, par exemple, utilisent-elles la main d'œuvre locale ? Investissent-elles localement ? Utilisent-elles la matière première locale ? Est-ce que ces industries mettent en place les conditions particulières pour renforcer les capacités et transférer la technologie ?

Au niveau de la CEEAC, c'est la même logique qui devrait s'appliquer pour les Etats membres. Le Dr Kotcho de rajouter : «les bénéfices d'un accord de libre-échange sont la conséquence du sérieux avec lequel les Etats mettent en œuvre des réformes nécessaires. Et la crise sanitaire que nous traversons a permis de mettre en exergue les difficultés liées à la faiblesse du tissu industriel, à la faible diversification des économies. Et donc si on a des pays dont l'économie est dépendante de trois ou quatre produits, l'effort aujourd'hui est de faire des réformes qui vont conduire à la diversification du tissu industriel, à la diversification de la production afin de pouvoir bénéficier d'un accès préférentiel au marché». En définitive, ce qui va changer dépendra de la capacité des Etats africains à mettre en œuvre des réformes nécessaires pour tirer profit des opportunités que va générer l'accord sur la Zlecaf.

Cette zone de libre-échange est un espace de commerce libéralisé qui va se mettre en place progressivement selon les modalités qui ont déjà été adoptées par la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union africaine ■



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Société Autoroutière du Gabon (SAG) organise des Consultations Publiques relatives aux Études d'Impact sur l'Environnement (EIE) entre le PK 24 et le PK 50.1 de l'Étape 1

La Société Autoroutière du Gabon (SAG) a présenté le projet de réhabilitation et d'exploitation de la Transgabonaise, notamment du tronçon allant du PK 24 au PK 50.1 de l'étape 1 lors de consultations publiques sur deux jours afin de partager ses mesures d'atténuation et bonification des impacts des travaux relatés dans le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES). Elle a également collecté des informations et répondu aux questions des autorités administratives et traditionnelles.

Les consultations publiques faites dans le cadre des Etudes d'Impact sur l'Environnement (EIES) du tronçon allant du PK 24 et PK 50 de l'étape 1 du projet de réaménagement et d'exploitation de la Transgabonaise ont eu lieu le 11 janvier 2021 dans la salle polyvalente du premier arrondissement de la mairie de Ntoun. Elles ont réuni les représentants de la DGEPN, des TP, de l'Urbanisme, du Haut-Commissariat à l'Environnement et au Cadre de Vie, le Préfet, le maire, les chefs de village, les chefs de quartier afin de présenter le projet de réhabilitation de la Transgabonaise, ses promoteurs ainsi que la présentation des résultats de l'EIE et en particulier la gestion des impacts négatifs et la bonification des impacts positifs. Le Cadre Politique de Réinstallations du projet a également été présenté et soumis aux commentaires des participants.

Les travaux de construction du tronçon allant du PK 24 au PK 50.1, devront être réalisés par la société AFCONS, sélectionnée suite à un appel d'offre, incluant la reprise de certains carrefours, la rénovation de la voirie et du système de drainage des eaux pluviales avec les propositions suivantes :

- Dédoulement des voies entre le PK 24 et le PK 40.2
- Réaménagement du tronçon PK 40.2 – PK 50.1 dans son emprise actuelle.

Les principales préoccupations lors de ces consultations publiques ont tourné autour de l'emploi des jeunes, du processus de réinstallation ainsi que l'appréhension d'une autre désillusion suite à un certain nombre de projets annulés par le passé. Les autorités décentralisées, déconcentrées traditionnelles et centrales ont fait preuve de participation et de bon esprit de collaboration pour partager leurs doutes, appréhensions et attentes suite à ce projet d'intérêt général. La SAG assure mener à bien ce projet et souligne que l'attribution du contrat pour le tronçon PK 24 - PK 105 a déjà été faite incluant un calendrier d'exécution. L'équipement est arrivé sur la base d'ACONS et les travaux devraient démarrer au 1^{er} Trimestre 2021 sur la zone PK 50 à PK 105, et dans le courant du 3^{ème} Trimestre pour la zone PK 24 à PK 50.

Les études sont en cours pour la mise en place d'un plan d'action de réinstallation définissant les personnes affectées par le projet, et leurs droits et devoirs pour ce projet d'utilité publique. Les enquêtes et travaux se feront sur le terrain avec les personnes affectées par le projet, les autorités traditionnelles et administratives. De plus, un mécanisme de gestion de plaintes sera mis en place le long du projet, et les populations riveraines seront sensibilisées à cet effet.

« Les consultations publiques de L'EIE sont une étape clef du processus de consultation des parties prenantes, ce n'est pas une finalité mais la continuité d'un processus participatif qui se déroule tout au long de la vie du projet » souligne Vincent Bachofner, Directeur Gouvernance Environnementale et Sociale de la SAG.

À propos de la SAG

Le Gouvernement Gabonais et la SAG (Société Autoroutière du Gabon, composée de deux actionnaires à part égale MERIDIAM et ARISE Infrastructures Services (IS)) ont signé un Partenariat Public-Privé, sur 30 ans, en octobre 2019, pour le réaménagement et la gestion de la route Economique dite Transgabonaise. D'une longueur de 828 km, la route reliera Libreville à Franceville ■



INTERVIEW DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CLEAN AFRICA

CLEAN AFRICA : LA LUTTE CONTRE L'INSA-LUBRITÉ CONTINUE

Société d'utilité publique, Clean Africa (ex SOVOG) compte aujourd'hui près de 250 employés qui œuvrent quotidiennement à l'assainissement de la capitale gabonaise et ses environs. C'est au total 600 Tonnes d'ordures ménagères qui sont collectées par jour et acheminées à la grande décharge de Mindoubé. Pour assurer le bon fonctionnement de ses activités de terrain, CA est dotée d'un parc roulant varié : benne à ordures ménagères, Ampiroll et grappin dont la maintenance est assurée en interne par un atelier regroupant de nombreux corps de métiers (mécaniciens, vulcanisateurs, soudeurs, chaudronniers, électriciens auto, peintres auto, magasiniers lubrifiants, laveurs ...) dédiés à l'entretien du parc roulant utilisé pour la collecte des ordures. Pour 2021, CLEAN AFRICA envisage de renforcer le nombre de bacs et bennes à ordures sur le terrain ainsi que le matériel roulant pour une collecte beaucoup plus efficace.

Par la rédaction



1- Depuis décembre 2019, Clean Africa a un nouveau Directeur Générale, pouvez-vous nous parler de la société ?

CLEAN AFRICA (ex SOVOG) est une société d'utilité publique de droit Gabonais détenue à 100% par l'État Gabonais qui compte 254 employés. Elle a deux principales missions, qu'elle conduit 24H/24, 365 jours par an : la collecte des ordures des communes de Libreville, Akanda et 3ème arrondissement de Ntoundou et la gestion de la décharge de Mindoubé.

2- La Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable se tiendra du 17 au 19 mai 2021 à Berlin, en Allemagne. Elle sensibilise l'opinion mondiale aux défis du développement durable. CLEAN AFRICA y prendra-t-il part ?

Cette grande messe est belle opportunité pour Clean Africa de s'imprégner des enjeux du développement durable à l'échelle mondiale. Aux dernières nouvelles cette conférence sera virtuelle, nous allons nous enquérir des modalités pour y participer.

3- Quels sont les enjeux de la RSE pour une structure comme la vôtre ?

La RSE est définie comme « la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société », l'objectif étant de s'investir « davantage » dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes. Pour poursuivre ces objectifs, de nombreux outils se sont développés pour permettre aux entreprises de mieux quantifier leurs performances dans ce domaine et notamment en matière de développement durable. Clean Africa mettra en place en 2021 un service RSE en interne dans cet optique.

4- La norme ISO propose un cadre qualité que les entreprises ou organisations doivent mettre en place afin d'assurer un système efficace de management environnemental. Qu'en est-il de CLEAN AFRICA ? Êtes-vous certifiés ISO 14001 ?

Nous ne sommes pas encore certifiés. C'est vrai que c'est une étape supplémentaire à laquelle, notre société aspire notamment en ce qui concerne l'activité principale qui est la collecte des ordures. Toutefois, les bonnes pratiques sont développées au sein de notre organisation. La voie vers la certification est indispensable et cela fait partie de nos projets à moyen terme.

5- Actualité oblige, nous vivons et traversons une crise sanitaire due à la COVID-19. De quelle manière a-t-elle impactée les activités de CLEAN AFRICA ? Quel est votre plan de riposte ?

Notre plan de riposte s'est traduit par des actions suivantes:

- Un dépistage collectif a été effectué en début de pandémie, nous avons enregistré 6% de cas positif, tous sont guéris aujourd'hui

- La sensibilisation des agents sur les mesures barrières

- L'adaptation des horaires de collecte par rapport aux dispositions prises par le gouvernement. Le maintien des services essentiels de la collecte des déchets

- Le personnel et les visiteurs sont systématiquement flashés à l'entrée de la société

- Les points d'eau ont été multipliés au sein de la société

- Les masques sont distribués aux agents

- Les gels hydroalcooliques sont mis à la disposition des agents

Étant donné l'évolution de la pandémie ces dernières semaines, nous restons vigilants et prêts à nous adapter aux circonstances.

6- Libreville est envahie d'ordures ménagères par endroits. Quelles stratégies avez-vous mises en place pour y remédier ?

La question de gestion des ordures ménagères dans toutes les grandes agglomérations est toujours un sujet sensible. C'est une préoccupation des plus hautes autorités de remédier à cette situation. Beaucoup d'efforts avec l'implication de l'État,

ont été faits ces derniers mois mais nous devons continuer dans ce sens car la tâche est lourde.

Il y a de nombreux challenges à relever, principalement :

- Le manque de zones aménagées pour recevoir les bacs et les bennes

- La difficulté d'accéder aux quartiers sous-intégrés qui demandent un travail de coordination avec les pré-collecteurs

- La difficulté d'accéder à la décharge de Mindoubé.

Ainsi, nous devons mettre un accent particulier sur :

- Un renforcement du matériel roulant,

- Un renforcement de réceptacles sur le terrain,

- L'aménagement et la sécurisation de la décharge de Mindoubé,

- La campagne de sensibilisation et d'information doit être renforcée, en partenariat avec nos autorités de tutelle et les collectivités locales afin de lutter contre l'incivisme.

7- Vos équipes se déploient à Libreville, AKANDA et OWENDO. Quels cycles de traitements sont prévus pour leurs recyclages ?

Aujourd'hui, nos équipes se déploient uniquement à LIBREVILLE, AKANDA et le 3ème Arrondissement de NTOUM. La commune d'OWENDO ne fait pas partie de notre circonscription de collecte.

Le recyclage des ordures est une industrie à part entière qui nécessite un outil bien spécifique dont Clean Africa ne dispose pas. Toutefois, Clean Africa participe aux réflexions avec les autorités de tutelles et les collectivités locales afin de valoriser en amont les déchets menagers c à d, le tri par type de déchets (verres, plastiques, aluminium...)

8- CLEAN AFRICA est dotée d'un service atelier de maintenance. Pourriez-vous en faire une description la plus exhaustive possible ?

Nous avons au sein de cet Atelier de nombreux corps de métiers dédiés à l'entretien du parc roulant utilisé pour la collecte parmi lesquels, les mécaniciens, vulcanisateurs, soudeurs, chaudronniers, électriciens auto, peintres auto, des magasiniers lubrifiants, des laveurs. ...

Le service atelier dispose d'une station de lavage, d'un espace entretien et graissage, d'un espace soudure, d'un espace pour les vulcanisateurs, d'un espace magasin lubrifiants chargé de la fourniture des graisses et des huiles.

L'objectif étant d'assurer le bon fonctionnement quotidien de chaque benne à ordures ménagère et engin que nous utilisons pour une meilleure collecte.

9- Quel est le volume des ordures ménagères collectées quotidiennement et mensuellement ?

Il est collecté en moyenne 600 Tonnes de déchets par jour, 7J/7. En période de fêtes, les quantités sont plus importantes. Cela représente près de 18 000 Tonnes par mois et 220 000 Tonnes par an. Ces ordures ménagères sont déposées à la décharge de Mindoubé.

10- Existe-t-il des partenariats noués avec des entreprises locales pour le traitement des ordures ménagères ?

Il n'existe point de partenariat pour le traitement des déchets car comme, je vous l'ai dit, seules les opérations de dépotage sont effectuées à la décharge. Par contre pour réduire le volume de déchets collectés, des réflexions sont menées avec les autorités pour développer des partenariats avec les collectivités locales, et les sociétés privées pour valoriser les déchets comme les plastiques, les déchets verts, les encombrants.

11- Il est fréquent d'observer à travers les rues de LBV et ses environs, des personnes jetant les OM à même le sol à proximité des bacs à ordures mis à disposition. Comment comptez-vous lutter contre l'incivisme constaté des populations ? Les bacs sont-ils en quantité suffisante ?

Bien évidemment la mise à disposition de bacs ou de bennes supplémentaires permettra d'améliorer la salubrité de certains points noirs, et nous nous y attelons progressivement. Mais, la coopération et la sensibilisation des populations est un paramètre clé à intégrer dans la gestion des ordures ménagères. Nous sommes en contact avec les autorités municipales pour élaborer des plans et stratégies de sensibilisation de tous ceux qui produisent des ordures, les populations mais aussi certaines entreprises, administrations ou autres.

12- Quelles sont vos perspectives pour l'année 2021 ?

L'année 2021, est celle où nous devons procéder au renforcement de notre logistique à savoir l'augmentation des bacs et des bennes sur le terrain et de notre matériel roulant pour une collecte plus efficace sur le terrain.

13- Tout autre questionnement qui vous semblerait opportun ou pertinent.

Le ramassage des ordures ménagères et assimilés est le premier maillon de la propreté de la ville. Mais disposer d'une décharge contrôlée est aussi indispensable pour une agglomération comme le Grand-Libreville. Le projet de construction d'un centre de traitement et de valorisation des déchets aux normes internationales pour le Grand Libreville, permettra d'améliorer significativement la salubrité de notre capitale ■



SOBRAGA

RETROSPECTIVE 2020 : SOBRAGA RÉSOLUMENT ENGAGÉE DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Après avoir mis en place un système organisé de tri de ses déchets, via un processus « 100% recyclé en interne », la Société des Brasseries du Gabon (Sobraga) a décidé de mettre l'accent sur la réduction de son impact environnemental en externe. Cela passe par une série d'initiatives allant de la consolidation d'une économie circulaire, jusqu'à la réduction de ses consommations d'énergies non renouvelables, mais aussi en contribuant pleinement au bien-être des populations.



■ Remise d'un container d'eau Andza au Ministère de la Santé.



■ Remise de solutions hydroalcooliques «made in Sobraga» au COPIL.

1 - RIPOSTE A LA COVID-19 :

En tant qu'entreprise responsable, la Sobraga a su prendre des dispositions pour préserver la santé de ses collaborateurs, de ses partenaires et de sa clientèle.

Remise de solution hydroalcoolique au COPIL Dès les prémices de la crise sanitaire de la Covid-19 au Gabon, la Sobraga a mis à contribution ses moyens scientifiques, techniques et logistiques pour fabriquer et conditionner jusqu'à 3000 litres de solution hydroalcoolique par semaine dans l'usine d'Owendo.

Grâce à une étroite collaboration avec le Comité de Pilotage de la lutte contre la Covid-19 et les autorités des provinces où elle est installée, la Sobraga a multiplié les actions pour contribuer à protéger et soulager les populations les plus vulnérables.

En six mois, plus de 47.000 litres de solution hydroalcoolique ont été produits, dont plus de 36.000 litres distribués aux institutions et établissements sanitaires en charge de la lutte contre la pandémie. Le reste de la production est utilisée en interne pour la désinfection des mains des agents, des visiteurs et des surfaces de contact.

La Sobraga a également distribué gratuitement plus de 300.000 bouteilles d'eau à travers tout le pays, pour soutenir les centres hospitaliers et répondre aux besoins des malades et du personnel de santé dédié à la prise en charge de ces derniers.

2 - POLITIQUE « ZERO PLASTIQUE »

Dans le cadre de sa politique engagée dans la lutte contre la pollution plastique, la Sobraga en tant

que fédérateur met en relation des partenaires spécialisés dans la collecte et le recyclage des déchets plastiques dans le but de consolider une économie circulaire. Les initiatives innovantes de chacun de ces acteurs ont permis de collecter plus de 50 000 000 de bouteilles plastiques en 2020.

EXTENSION DE LA COLLECTE À PORT-GENTIL

Grâce à des partenariats avec des recycleurs locaux, la Sobraga a permis à l'entreprise port-gentillaise AGEN, opérateur historique pour la récupération des bouteilles plastiques des sites pétroliers, de trouver un débouché pour ses déchets.

C'est le partenaire JIA MING PLASTICS MANUFACTURING (JMPM), situé dans la zone économique à régime privilégié de Nkok, qui a été retenu pour accompagner la Sobraga et ratifier l'accord permettant à AGEN de renvoyer les bouteilles plastiques vers Libreville, afin qu'elles soient traitées puis transformées en sangle d'attache appelées feuilards.

Le 5 juin 2020, à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement, le programme a été officiellement lancé par le maire de Port-Gentil, Gabriel Tchango, en présence du Directeur d'exploitation de la Sobraga et des partenaires recycleurs.

Avec cette première collaboration dans la capitale économique, la Sobraga a franchi une nouvelle étape dans la consolidation de son économie circulaire, en se focalisant sur les plus gros volumes à capter, notamment ceux des opérateurs et prestataires du secteur pétrolier (soit plus de 30 millions de bouteilles).

JEUDI VERT AVEC LE RGEDD

Après les succès rencontrés depuis 2018 avec les opérations « Plages Propres », la Sobraga a renouvelé sa confiance envers le Réseau Gabonais pour l'Environnement et le Développement Durable (RGEDD), en accompagnant le concept du JEUDI VERT.



■ Les lauréats du #Défi2000Bouteilles posant avec l'équipe de NAMÉ Recycling et Sobraga



■ Opération « Jeudi Vert » à la plage de la Pointe Denis

Le JEUDI VERT fait écho à la Journée Mondiale de l'Environnement, initiée par l'Organisation des Nations Unies en 1972, et qui met en avant, le 5 juin de chaque année, un enjeu spécifique concernant l'environnement.

A l'échelle du Gabon, le RGEDD a conçu ce programme d'éducation environnementale et de sensibilisation dont le principe est de poser un acte citoyen, tous les jeudis de

l'année, en faveur de l'environnement et du développement durable.

Ainsi, plus de 80.000 jeunes ont pu être sensibilisés lors d'une émission radio intitulée JEUDI VERT, diffusée tous les jeudis matin sur URBAN FM, puis rediffusées sur les réseaux sociaux. La Sobraga y a notamment participé lors d'une émission sur le thème de la pollution plastique.

A woman with dark hair styled in a bun, wearing a red and gold patterned suit with a large white bow at the neck, is sitting and looking towards the right. The background is white.

Je suis un **consom'Acteur.** **Je choisis...**

- ▶ *Le juste prix*
- ▶ *Le recyclage des déchets*
- ▶ *La consommation modérée d'alcool et de sucre*

Three small circular icons arranged horizontally. From left to right: a person recycling symbol, a crossed-out alcohol glass, and a crossed-out sugar packet.

#jèmengage

Mon pouvoir, c'est ma décision

Sobraga 

GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING, UN CABINET QUI SE RÉINVENTE POUR PLUS D'EFFICACITÉ

Créé en 2015, GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING (GFEC) est un cabinet d'ingénierie, de droit gabonais, spécialisé en forêt-bois, en environnement et en développement durable local. Il intervient principalement dans la gestion durable des ressources naturelles avec un accent et un regard particuliers sur le sous-secteur des forêts vierges, sur les questions de forêts, d'environnement, d'accompagnement, des études de faisabilité. L'expertise et la renommée internationale du cabinet GFEC se sont construites grâce au savoir-faire et au professionnalisme des 27 personnes qui y travaillent à ce jour.

Par la rédaction



M. Marius KOMBILA, directeur général de GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING

1/ Monsieur KOMBILA, vous êtes le Directeur Général de GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING. Pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Marius KOMBILA, Directeur Général de GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING (GFEC). Je suis ingénieur forestier de formation. J'ai un master 2 en évaluation environnementale avec un accent sur les questions de changements climatiques. GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING a été créé il y'a 6 ans en 2015. Mais nous existons depuis fin 2013 et début 2014, périodes durant lesquelles nous nous sommes structurés de manière formelle avec les institutions ainsi que des départements nécessaires. À la création du cabinet, nous n'étions que deux, mon assistante et moi. Puis nous avons grandi tout doucement et aujourd'hui GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING compte 27 personnes pour être plus précis.

2 / Quels sont les domaines dans lesquels vous intervenez ?

Nous intervenons principalement dans la gestion durable des ressources naturelles avec un accent et un regard particuliers sur le sous-secteur des forêts vierges, sur les questions de forêts, d'environnement, d'accompagnement, des études de faisabilité. Nous intervenons également dans les programmes dédiés aux institutions. Nous réalisons des sauvegardes environnementales dans l'exécution des plans tels que les plans d'aménagement, des rapports d'inventaire, des rapports d'aménagement. Nous faisons tout ce qui est conseil et suivi d'exploitation. Nous travaillons en collaboration avec des entreprises privées comme des bailleurs de fonds en fonction des besoins. Et enfin, nous participons à des appels d'offres sur le plan international.

3/ Votre cabinet est spécialisé dans la préservation de l'environnement. Avez-vous déjà travaillé avec les ministères ?

Oui, nous avons déjà travaillé avec le Ministère de la Forêt, de la Mer, de l'Environnement, Chargé du Plan Climat et du Plan d'affectation des Terres.

4/ Pour quel type de prestations, les entreprises vous sollicitent-elles ?

Les entreprises nous sollicitent pour plusieurs prestations. Aussi, nous intervenons dans les domaines forestier, environnemental et des certifications forestières et réalisons les prestations suivantes :

- Élaboration des politiques
- Études de faisabilité et d'exécution
- Montage et réalisation des programmes et projets
- Réalisation des travaux d'exécution
- Coaching, appui-conseil et assistance technique
- Formation et placement professionnel
- Diligence raisonnée et audits (conformité, certification)

5/ Quel rôle joue votre cabinet dans la lutte contre l'exploitation illégale des forêts ? Quels sont vos atouts ?

Les investisseurs et opérateurs installés au Gabon ne sont pas forcément des ingénieurs forestiers, techniciens ou spécialistes dans le domaine de la forêt. Lorsqu'ils investissent, ils voudraient effectivement faire des bénéfices. C'est la raison pour laquelle, ils font appel à l'expertise des cabinets pour répondre aux exigences légales et répondre aux besoins de la gestion durable des ressources naturelles en matière forestière. À cet effet, nous les aidons à mettre en place l'ensemble des documents techniques, nous conseillons et donnons des orienta-

tions conformes aux exigences de la gestion durable. Le cabinet GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING constitue un incubateur qui permet d'une part, d'aider les entreprises à mieux appréhender les mécanismes et procédures de gestion forestière et d'autre part, de faciliter leur intégration dans le domaine tout en facilitant les relations avec l'Administration.

6/ Avez-vous des retours positifs des entreprises qui vous sollicitent ?

Oui, en effet. L'administration ou encore la loi forestière exige que chacune des entreprises qui intègre le secteur et obtient une concession forestière, se voit délivrer un document appelé le plan d'aménagement. L'entreprise doit être intégrée dans le processus de gestion durable via la mise en place d'un plan d'aménagement et au bout de 3 ans l'entreprise devra se procurer de la documentation qui planifie ses activités sur 20, 25 ou 30 ans conformément aux paramètres d'aménagement qui auront été retenus et permettent que ces documents soient mis en œuvre via des supports techniques tels que les plans de gestion et les plans d'opérations. Cependant, la mise en place de ces documents nécessite des études préalables, et nous ayons l'expertise dans ce travail, les aidons et les conseillons pour l'obtention de l'ensemble de ces documents techniques. Cependant, ce processus est long et s'étend sur 3 ans. Cela permet aux entreprises de comprendre l'importance de réaliser des plans annuels d'opérations conformément aux engagements pris initialement avec leurs documents d'aménagement. Beaucoup d'entreprises que nous accompagnons dans ces procédures et démarches sont aujourd'hui reconnues comme fiables dans le secteur forestier. Nous sommes satisfaits de tous ces efforts consentis.

7/ Pouvez-vous citer un exemple concret de réussite ?

Nous pouvons citer à titre illustratif la SEF, entreprise gabonaise aux capitaux gabonais qui a connu quelques difficultés au début de son aménagement. Grâce à notre expertise dans le domaine forestier, nous avons pu aider la SEF à atteindre un très bon niveau.

8/ Malgré la crise, 6 ans après, comment se porte votre entreprise ?

Malgré la crise, nous sommes restés optimistes. À l'instar des autres entreprises implantées au Gabon, nous faisons face à un certain nombre de difficultés. Être entrepreneur au Gabon n'est pas chose aisée en raison du manque d'accompagnement des banques. Nous sommes contraints de fonctionner sur fonds propres. Au-delà de ces difficultés, nous nous battons pour nous maintenir parce que nous voulons participer au développement, à la résolution ou la diminution du chômage dans notre pays. Nous voulons répondre à l'appel de l'État qui invite les Gabonais à être des entrepreneurs. Notre cabinet emploie 26 personnes permanentes qui participent à l'essor de la société.

de plateforme pour le partage d'expériences et la compréhension des mécanismes extérieurs. Elle permet d'avoir une meilleure visibilité de ce qui se passe au niveau du Gabon. L'ATIBT est constituée de bailleurs de fonds, l'État comme membre de l'association, des opérateurs privés, qui partagent des idées et qui influencent l'orientation de la politique forestière. C'est alors pour nous un réel avantage d'être membre de cette association internationale.

10/ D'où est née cette passion pour le privé ? Pourquoi n'avez-vous pas choisi un poste au sein de l'Administration Publique par exemple ?

Ancien étudiant de l'École nationale des eaux et forêts, j'ai fait le choix de travailler dans le secteur privé du domaine forestier. Je suis Gabonais, je vis de la forêt aujourd'hui et j'œuvre pour que mes enfants et petits-enfants vivent de cette forêt. Tel est mon objectif. C'est ma passion pour l'environnement qui m'a emmené à travailler dans ce domaine ; parce que si l'environnement nous nourrit aujourd'hui, il faut que cet environnement nourrisse également nos enfants, nos petits – enfants et les générations futures. L'environnement a une particularité, c'est celle de se renouveler. Il est différent du secteur des mines par exemple. Étant donné qu'il a cette capacité à se renouveler, nous devons œuvrer que l'homme continue de bénéficier de ses atouts. C'est la raison pour laquelle, nous avons besoin d'experts aussi outillés que ceux de l'Administration forestière pour la mise en place de politiques à l'endroit des entrepreneurs.

11/ Votre entité a procédé à un lifting en changeant son identité visuelle avec l'adoption d'un logo. Pour quels objectifs ?

Un enfant naît, marche, grandit et devient mature. GFEC est né il y'a quelques années avec ses forces, ses faiblesses et une vision en voie d'implémentation. GFEC envisage une meilleure visibilité. Le Gabon a regorgé des compétences et expertises dans les domaines de l'environnement, la forêt et la certification. C'est la raison pour laquelle il nous faut poser des actions, véhiculer des messages. GFEC se positionne en acteur pour former et transférer l'expertise, donner l'expertise aux Gabonais pour que le Gabon soit capable de défendre sa politique au niveau environnemental et forestier.

12/ Quelles sont les perspectives de GFEC pour 2021

Nous allons achever la mise en place de notre plan d'actions triennal que nous avons démarré. Nous restons fixés sur notre cap. GFEC a une vision, celle d'être numéro un dans le bassin du Congo et ensuite compter parmi les 5 premiers au niveau de l'Afrique. Et pourquoi pas se hisser parmi les meilleurs sur le plan international ? Cette vision nous l'implémentons de manière graduelle. Cette année nous allons nous évaluer comme nous l'avons démarré il y'a 3 ans avec la restructuration organisationnelle, pour toujours être prêts à accompagner tous nos clients et partenaires.

13/ Quel est votre mot de fin ?

Je souhaiterais rajouter qu'au niveau de notre pays, peu importe le domaine d'activités, il faut que nous ayons des champions nationaux accompagnés et assistés par l'État, afin de participer de manière forte au maintien de l'emploi dans notre pays. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que les mécanismes mis en place aident les entreprises nationales à pouvoir faire face à la concurrence dans le marché.

GFEC
GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING

Nos domaines et champs d'interventions

FORÊT-BOIS

- Gouvernance forestière
- Planification et aménagement Forestier
- Suivi de l'exploitation forestière
- Industrie & valorisation du Bois
- SIG et Cartographie (CAO)

ENVIRONNEMENT & DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Etudes & Prospective
- Evaluations environnementales
- Management environnemental/QHSE/RSE
- Foresterie communautaire & agroforesterie
- Changements climatiques & Résilience écologique
- Eco-entrepreneuriat & Développement local
- Energies renouvelables

AUDIT, CERTIFICATION & FORMATION

- Audits & Diligences raisonnées (légalité, traçabilité, durabilité)
- Mise en place de procédures & appui-Conseil
- Formations qualifiantes

GLOBAL FOREST ENVIRONMENT CONSULTING
B.P. 12690 Libreville/GABON - NIF732 257Y - RCCM 2013B14441
Tél.: (+241) 074 41 47 33 - Site web: www.gfec-gabon.com
E-mail : infos@gfec-gabon.com

GABON

AGRICULTURE : LE CONCEPT GABON FAMILLE VERTE SÉDUIT PLUS DE 8000 FAMILLES

Les autorités gabonaises prônent un retour à la terre à travers le concept Gabon familles vertes, une initiative soutenue par le Ministère de l'agriculture et des instances internationales tel que la FAO.

Par la rédaction



Diawara Nziengui est Interprète de formation, passionné d'agriculture maraîchère. Dans son espace de vie, il fait preuve d'ingéniosité et d'innovation en pratiquant son activité à la terrasse arrière de sa maison grâce à du matériel recyclé qu'il a su mettre en valeur.

Dans le jardin de ce jeune gabonais nous retrouvons des légumes variés, des potagers de suspension pour pallier le manque d'espace, des bouteilles et des verres en plastiques recyclés pour préserver l'environnement et, un système d'arrosage qui favorise l'économie de l'eau.

La qualité de ses produits lui vaut aujourd'hui d'être submergé par les

commandes des voisins et d'autres commerçants en légumes frais.

« Sur le long terme, j'ambitionne d'avoir 1 hectare d'exploitation agricole et plus de 5000 pieds de chaque plant pour produire en grande quantité pour influencer le marché local, créer de l'emploi et partager cette expérience avec des personnes à déficiences sensorielles » a déclaré Diawara.

C'est en période de confinement que Diawara réside dans la commune d'akanda au nord de Libreville a participé à la campagne de promotion encourageant la pratique du maraîchage à domicile lancé par le ministère de l'agriculture dénommé GABON FAMILLES VERTES ;

A ce jour le programme a mobilisé plus de 8000 foyers qui sont engagés dans la production maraîchère à domicile, Le programme «Gabon Famille Verte» qui a pour objectif d'ancrer au sein du noyau familial l'importance du retour à la terre vise à encourager les familles à produire leurs propres légumes à domicile afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. ■



GABON

ELECTRICITÉ : SOLAR BOX GABON SE LANCE DANS L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR TOUS

Solar Box est un kit solaire qu'offre un jeune entrepreneur gabonais qui a pour objectif de répondre au manque d'électricité, notamment dans les zones rurales gabonaises.

Par la rédaction



Tout part d'une idée pour ne pas dire un rêve, Solar box Gabon est né dans une chambre d'université du Maroc. Le projet

Solar Box a été développé dans le cadre d'un module universitaire portant sur l'entrepreneuriat.

Aubin N'goua, 29 ans, en est le fondateur, il poursuit une partie de ses études

à l'université d'Agadir dans le sud du Royaume chérifien, après être passé par Rouen, en France. Au cours de son cursus de génie électrique, il s'est aperçu de l'immense potentiel énergétique solaire du continent.

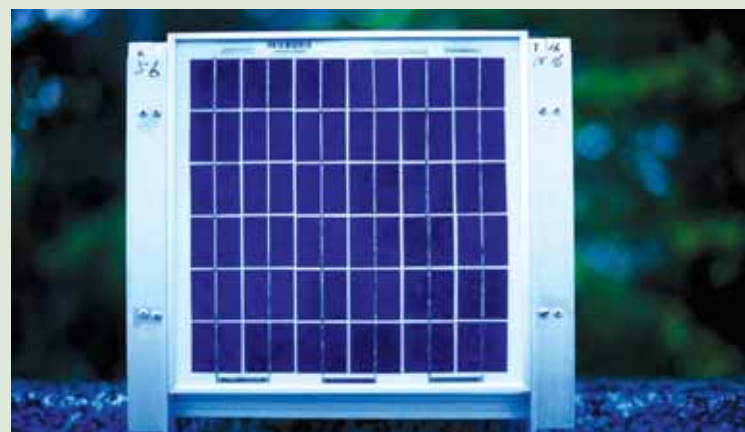
«Très souvent, nous sous-exploitions ce don de la nature. Lorsque l'énergie solaire est utilisée, c'est uniquement pour des lampes dans des zones publiques. J'ai l'ambition d'en faire une alternative énergétique sérieuse au Gabon, un mode de vie», explique Aubin.

Solar Box est un kit solaire composé d'un onduleur, d'une batterie, d'un cube solaire fonctionnant de 6h30 à 18h30.

L'énergie solaire est absorbée en journée à travers le cube, cette énergie recharge aussi la batterie qui prendra le relais jusqu'au matin suivant une fois la nuit tombée. Un procédé innovant instauré par la start-up.

En fonction de la consommation des clients, ceux-ci ont la possibilité de choisir entre trois gammes offertes par la start-up, adaptées à leur habitation : produit 1,5 kWh/jour pour une petite maison, la gamme intermédiaire de 3,3 kWh/jour est destinée à une habitation moyenne, et la gamme Solar Box Premium est faite sur mesure et sur devis pour les plus grands bâtiments.

Aujourd'hui, Solar Box Gabon dont le siège social est sis à Libreville, la capitale gabonaise, reçoit des demandes de service émanant de partout en Afrique : notamment de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Cameroun. Ce qui oblige la jeune start-up à accélérer sa croissance plus tôt que prévu. ■



PROJET D'ELECTRIFICATION DU GRAND LIBREVILLE

L'eau et l'électricité pour tous tels sont les objectifs que se sont fixées les autorités gabonaises en tête desquelles le chef de l'état ALI BONGO ONDIMBA.

Par la rédaction



En 2016, l'Etat gabonais et Gabon special economic zone – infra (GSEZ-Infra) ont signé un contrat pour le financement du projet de densification des réseaux de distribution publique d'électrification en zone rurale. Un important projet, d'un montant de 69 milliards 320 millions de francs, entièrement financé par Gabon special economic zone – infra qui devra couvrir un linéaire de 557 km au départ de Kango.

Le 31 décembre 2017, lors de son adresse à la nation, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, avait annoncé, pour 2018, l'installation de 5000 lampadaires solaires sur toute



l'étendue du territoire. Ce projet visait non seulement à réduire le taux d'insécurité dans l'arrière-pays, mais également à dynamiser l'activité commerciale et industrielle.

Il faut souligner qu'en milieu rural, le taux d'électrification se situe autour de 35%, contre environ 80% en milieu urbain et selon les chiffres du ministère de l'Eau et de l'Energie, le taux d'accès à l'électricité au Gabon se situe en moyenne à 75%. Toutefois, ce chiffre cache d'énormes disparités dans la couverture en électricité entre les zones urbaines et rurales.

Au mois de février 2020, Ali Bongo Ondimba a inauguré la ligne électrique par la mise en service d'un poste de transformation électrique d'une capacité de 20/30 KV. De sources officielles, cette ligne devrait permettre de fournir l'électricité à 28 villages situés entre les villes de Kango dans la province de l'Estuaire et de Bifoun dans le Moyen Ogooué. Ce sont environ 8.000 habitants qui vont bénéficier à terme de l'électricité.

En dehors de ces villages, l'alimentation en électricité qui sera possible aux moyens de 28 transformateurs et 200 branchements, profitera aussi à 496 foyers d'éclairage public, six écoles et une usine de transformation d'huile de palme à Kango et Mouila, l'usine de transformation d'hévéa à Bitam et le projet Graine.

Des mois en arrière, la tutelle s'exprimait sur le démarrage imminent de travaux permettant d'améliorer l'adduction en eau potable dans le grand Libreville. « D'ici la fin du mois d'octobre, des travaux en vue d'augmenter les capacités de desserte en eau du Grand Libreville seront lancés. A la fin de l'année 2020 et dans le cadre du partenariat public-privé, les travaux du barrage Kinguéle-aval seront aussi lancés », avait indiqué le ministre de l'Energie Alain Claude Bilie-By-Nze lors d'un conseil de cabinet. Des propos soutenus lors de son passage sur le plateau spécial



«Pour le Grand Libreville, il est prévu la construction d'une usine de production qui permettra d'apporter plus de 140 000 m3 d'eau par jour»

du décryptage du discours du chef de l'état Ali Bongo Ondimba le 31 décembre 2020 de la chaîne d'informations Gabon 24.

Pour le Grand Libreville qui compte plus de la moitié de la population du Gabon, il est prévu un projet portant sur la mobilisation des eaux brutes des cours d'eau, située entre les localités de Kango et de Ntoun ainsi que la construction d'une usine de production qui permettra d'apporter plus de 140 000 m3 d'eau par jour.

Selon le ministère de l'énergie en ligne de mire, ce projet permettra l'installation de 300 pompes hydrauliques urbaines. Rappelons que la société d'Energie et d'eau ne produit que 230 000 m3 d'eau par jour pour un déficit journalier de 70 000 m3.

Toutefois, le gouvernement gabonais poursuit la construction et la réhabilitation de près de 750 kilomètres de lignes électriques de moyenne et basse tension sur les axes Kango-Bifoun-Lambaréné Fougamou-Mouila et Oyem-Bitam-Okok-Batouri.

Autant de projets qui ambitionnent d'apporter une solution durable à la problématique de l'eau et de l'électricité au Gabon ■

L'IGAD, UN ACTEUR INCONTOURNABLE DU SECTEUR AGRICOLE AU GABON

Le secteur de l'agriculture est un pilier important pour les autorités gabonaises dans leur plan de relance de l'économie. Et pour booster ce secteur, l'Etat gabonais peut compter sur L'IGAD, L'institut gabonais d'appui au développement.

Par la rédaction

Créé en Juin 1992 à l'initiative de l'Etat Gabonais et d'Elf Gabon devenu aujourd'hui Total Gabon, l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD) a pour objectifs principaux :

- Le développement d'un tissu agricole périurbain de type privé sous forme d'agriculture sédentaire, intensive et protectrice de l'environnement ;
- L'approvisionnement des marchés urbains en produits frais locaux ;
- La recherche développement sur la valorisation des potentialités agricoles et para agricoles

L'IGAD n'est pas simplement une structure stratégique, mais la traduction pratique d'une vocation prenant en compte toute la chaîne du développement. La stratégie mise en place par la tutelle consiste à Insérer dans le circuit économique des personnes en situation de précarité, en les aidant à devenir des personnes indépendantes par les offres de formations qui ont trait au secteur agricole notamment le maraîchage, l'élevage pour ne citer que celles là. L'Institut Gabonais d'Appui au Développement a pour objectif principal, la promotion, en milieu périurbain, de petites et moyennes entreprises agricoles sédentaires susceptibles d'assurer l'approvisionnement des centres urbains tels que Libreville de manière rémunératrice, durable et reproductible.

L'entité IGAD qui promeut le secteur agricole a son actif plusieurs formations aussi riches que variées comme par exemple la mission de formation en poules pondeuses à Makokou, Suite à la finalisation de la construction d'un bâtiment de poules pondeuses à Makokou dans la province de l'Ogooué Ivindo pour le compte du PRODIAG, le Projet de Développement et d'Investissement Agricole au Gabon qui a été l'un des

principaux projets agricoles de l'Etat Gabonais pour la période 2011-2016 et qui s'intègre dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Emergent Ce fut donc une session de formation au profit des demandeurs de la localité. Cette formation avait pour objectif en plus de préparer au lancement des activités de production dans le bâtiment finalisé, d'initier les stagiaires aux techniques de la conduite d'un élevage de poules

pondeuses. Elle a initialement réuni 30 stagiaires répartis en deux groupes.

Lors de son bilan annuel en 2017, le Directeur général de L'IGAD confiait sur un média public que globalement le bilan était satisfaisant. 1022 exploitations agricoles créées sur 1094 escomptés, 12 500 tonnes de produits cultivés pour un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs CFA. Des efforts portés en grande partie par le Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (Prodiag) qui vise à sécuriser l'approvisionnement en biens alimentaires des principaux centres urbains gabonais par la promotion d'une agriculture entrepreneuriale performante et respectueuse de l'environnement ■



JESSICA MEDZA ALLOGO, DU PÉTROLE AUX CONFITURES

Ingénieure en chimie de formation, Jessica MEDZA ALLOGO fonde en 2016 Les Petits Pots de l'Ogooué. Elle se sépare de son casque et sa combinaison pour désormais se consacrer au tablier. Les petits pots de l'ogoooué sont une ligne de produits gourmets née de sa passion pour les fruits tropicaux et leur saveur exceptionnelle. Depuis, ses confitures ont conquis le marché national grâce au savoir-faire et au professionnalisme des équipes qui travaillent à ses côtés. Pour 2021, Jessica MEDZA ALLOGO souhaite faire connaître Les Petits Pots de l'Ogooué sur le plan international.

Par la rédaction



1/ MEDZA ALLOGO, vous êtes la fondatrice des Petits Pots de l'Ogooué. Présentez-vous ainsi que votre entreprise à nos lecteurs ?

Je suis Jessica Medza Allogo, passionnée de voyages, de gastronomie et de culture africaine. Je suis ingénieure en chimie de formation et j'ai travaillé pendant une dizaine d'années dans un groupe pétrolier au Gabon, au sein de la division Exploitation. Secteur dans lequel j'ai acquis de solides connaissances en gestion des procédés et dans le management de la qualité. J'ai décidé de raccrocher mon tablier d'ingénieur chez Total pour enfiler celui d'entrepreneur gourmande il y a quelques années. J'ai fondée en 2016, une ligne de produits gourmets (confitures, sirops, moutardes, chutneys, punch, snacks à base d'arachides), basée au Gabon : Les Petits Pots de l'Ogooué. Une marque d'épicerie fine qui crée des produits d'exception à partir du terroir africain. Des produits passionnément africains, qui portent ce patrimoine culturel avec style et raffinement. Forte de mon expérience, je m'engage au travers de mon entreprise à défendre des valeurs de commerce équitable et de développement durable. Cela, afin de valoriser le terroir et les communautés locales qui le développent.

2/ Comment en êtes-vous arrivée à la fabrication de confitures artisanales et autres produits naturels ?

Je suis tombée dans le chaudron à confiture un peu par hasard ! Dans le cadre de mon parcours professionnel, j'ai été expatriée en Birmanie. J'adore les mangues et j'ai eu la chance d'y découvrir des variétés exceptionnelles. J'avais du personnel incroyable, qui pour me faire plaisir me faisait découvrir de nouvelles variétés régulièrement. Le jour de mon départ, ils m'ont offert un cadeau ; qui sur le coup m'a paru un cadeau empoisonné. Une caisse de mangue de 40 kgs. De retour au Gabon, j'avais quelques mangues trop mûres et j'ai donc décidé d'en faire des confitures. Le « Tour du monde en un pot de confiture » comme je l'ai appelé, était un savoureux voyage entre les mangues d'Asie, de fruits de la passion du Gabon et de vanille ramenée d'un voyage à l'Ile Maurice. Un grand succès à la maison ! Quelques mois plus tard, en mars 2016, l'association Femmes Exceptionnelles a organisé un événement pour la journée de la femme ; j'ai décidé de faire quelques pots et de les vendre à cette occasion. Un succès, en quelques heures tous mes pots étaient vendus. J'ai réalisé ce jour là, le potentiel de ce projet d'épicerie fine. Le segment aurait pu, à tort, sembler banalisé. Il y a largement la place pour de



« Quitter le confort du salariat pour se lancer dans l'entrepreneuriat semblait un pari risqué »

la confiture et des produits transformés locaux traités de manière haut de gamme. Aujourd'hui en Afrique et ailleurs, la nourriture de qualité, celle qui fait plaisir et qui fait du bien, s'invite sur le devant de la scène. Parce que la bonne cuisine est chose d'importance et fait partie de notre héritage culturel africain, je m'épanouie à sublimer les produits du terroir et en faire des confitures d'exception. Pour moi, la confiture véhicule des valeurs positives de partage, de convivialité, d'art de vivre, et de transmission. C'est un produit hédoniste, autour duquel on peut inventer tout le temps

des nouvelles recettes, et qui se travaille comme un grand cru : la confiture se regarde, se sent, se goûte.

3/ Comment votre entourage a accueilli votre reconversion ?

Je pense que la majorité n'ont pas compris ce choix et étaient très dubitatifs sur mes chances de réussite. En se remettant dans le contexte il y a de cela 6 ans, il y avait très peu d'entreprises locales dans la transformation agroalimentaire, c'était donc curieux de se lancer dans cette activité. D'autre part, quitter le confort du salariat et la sécurité d'emploi pour se lancer dans l'entrepreneuriat semblait un pari risqué que peu de gens étaient prêts à prendre. Ma famille m'a toujours soutenu et encouragé à vivre mes rêves et à prendre des risques.

4/ Quel regard rétrospectif jetez-vous sur votre parcours ?

Je suis fière du chemin parcouru, mon entreprise existe depuis bientôt 6 ans et ne cesse de grandir tant sur le plan national qu'international. Nous avons travaillé avec constance et acharnement et ce travail paye. On a réussi à devenir une référence en épicerie fine en Afrique francophone. J'ai eu plusieurs vies, plusieurs métiers dans des contextes très différents. Ces expériences m'ont permis de façonner ma vision avec rigueur et méthodologie tout en restant créative et ouverte à de nouvelles expériences. On peut parler d'atypique dans le sens où c'est un parcours qui sort des sentiers battus, mais en réalité, je n'ai fait qu'être fidèle à mes convictions, mon intuition et mes aspirations personnelles.

5/ En 2017 vous étiez lauréate du Programme d'Entrepreneuriat organisé par la Fondation Tony ELUMELU qui réunit 1000 entrepreneurs chaque année à travers l'Afrique. Pourriez-vous nous en dire plus ?

La Fondation Tony Elumelu (TEF) a lancé en 2015 un programme d'entrepreneuriat de 100 millions de dollars pour autonomiser 10 000 entrepreneurs sur 10 ans. Le Programme d'Entrepreneuriat identifie les entrepreneurs africains prometteurs qui ont des start-ups ou des idées d'affaires avec un potentiel de croissance. Le Programme est ouvert aux entrepreneurs de toute l'Afrique, que ce soit avec de nouvelles idées de start-ups, soit des entreprises existantes de moins de 3 ans, opérant dans tous les secteurs. Les candidats retenus bénéficient d'une formation en affaires, de mentorat, d'un capital d'amorçage non remboursable de \$5 000 et de possibilités de réseautage mondial. L'appel à candidature a été lancé pour la cohorte 2021 du programme et les inscriptions prennent fin en mars 2021. J'ai été lauréate du programme en 2017, j'ai suivi le programme de formation en entrepreneuriat, qui m'a permis d'apprendre à rédiger un business plan et comment diriger au mieux mon entreprise. Cela m'a aussi permis de développer mon réseau car j'ai été en relation avec des milliers d'entrepreneurs de partout sur le continent. La banque UBA, fondée par Tony Elumelu est devenue un partenaire privilégié pour mon entreprise, ils m'ont offert de nombreuses opportunités d'affaires et de développement en m'invitant à des événements relatifs au programme. Ça a été une des plus belles et enrichissantes expériences que j'ai eu l'occasion de vivre durant mon parcours entrepreneurial.

6/ Quelle démarche stratégique mettez-vous en place de la cuisine à l'assiette du consommateur ?

Les étapes diffèrent en fonction des produits. Mais de façon globale, il y a la partie recherche de fournisseurs, livraison des matières premières, transformation, mise en pot et stockage. Nous travaillons en direct avec de petits exploitants agricoles, ou parfois même des particuliers qui ont des exploitations dont ils ne tiraient aucune ressource financière. Le but est de travailler sur des circuits les plus courts possibles. Du champ à l'assiette du consommateur. La majorité de nos exploitants sont localisés en zone périurbaine de Libreville et au nord du pays. Malheureusement, l'état du réseau routier ne nous permet pas de travailler durablement avec certaines régions. Le but est d'exploiter au maximum les ressources locales et favoriser l'accès au marché à nos producteurs, en devenant une source de revenus stables pour ces derniers. Nous souhaitons contribuer à changer le récit

que la plupart des gens connaissent sur l'Afrique. Changer le narratif en faisant la promotion de la richesse, la diversité, la force et la résilience du continent. Tout en autonomisant les agriculteurs le long de la chaîne de valeur agricole dans tout le pays. Sachant que ces agriculteurs sont principalement des femmes, nous les aidons à créer de la richesse pour eux, richesse qu'ils partagent avec leur famille. Éduquer leurs enfants, offrir un foyer sécurisé, l'accès aux soins de santé. Par notre activité, nous contribuons à bâtir une nouvelle génération qui sera plus éduquée, aura accès aux soins de santé, et à une vie plus confortable.

7/ Parlez-nous du panel de votre clientèle ?

Nous sommes sur un segment de niche, d'épicerie fine. Nous nous adressons à tous les amateurs de produits frais, sains, sans additif chimique ni conservateur et fabriqués localement.

Nos clients sont très variés, nous avons un cœur de clientèle gabonaise important, mais aussi des expatriés qui consomment nos produits régulièrement tout le long de l'année. Ces clients recherchent aussi des cadeaux pour leur famille et leur proche, nous avons développé une offre de paniers cadeaux terroir en partenariat avec d'autres artisans locaux. Ce qui nous assure une diversité de produits intéressante.

Nous avons aussi une clientèle de touristes, qui souhaitent repartir avec un peu du Gabon dans leurs valises pour eux et leurs proches.

Enfin, une cliente Entreprises en recherche de cadeaux éthiques et responsables pour leurs collaborateurs ou partenaires pour les cadeaux de remerciement de fin d'années mais aussi tout le long de l'année.

8/ Vos produits ont conquis le marché local. Quel est le secret de leur succès ?

Je pense que le secret du succès est l'authenticité et la sincérité dans nos engagements. Nous communiquons au quotidien avec notre audience et transmettons ces valeurs qui nous sont chères. Créer des produits gourmands, originaux et authentiques. Nous sommes perpétuellement à la recherche de matières premières à mettre en avant afin de promouvoir la diversité du terroir local.

9/ Quelle assurance donnez-vous en matière d'apports nutritionnels pour les consommateurs de vos produits ?

Nous créons des produits transformés et traités thermiquement pour permettre la préservation dans le temps. Ils perdent donc une partie de leurs apports nutritionnels. Cependant, nous élaborons des protocoles de traitement afin que les apports soient préservés au maximum. Toutes les informations nutritionnelles sont accessibles sur les étiquettes des produits.

10/ Où peut-on retrouver vos produits ?

Les produits sont disponibles à l'international en ligne sur le site www.afrikrea.com. On peut les retrouver en point de vente physique à Paris, Dakar et Abidjan, Cotonou. Toutes les informations concernant les points de vente sont disponibles sur notre site internet www.lespetitspotsdelogooe.com

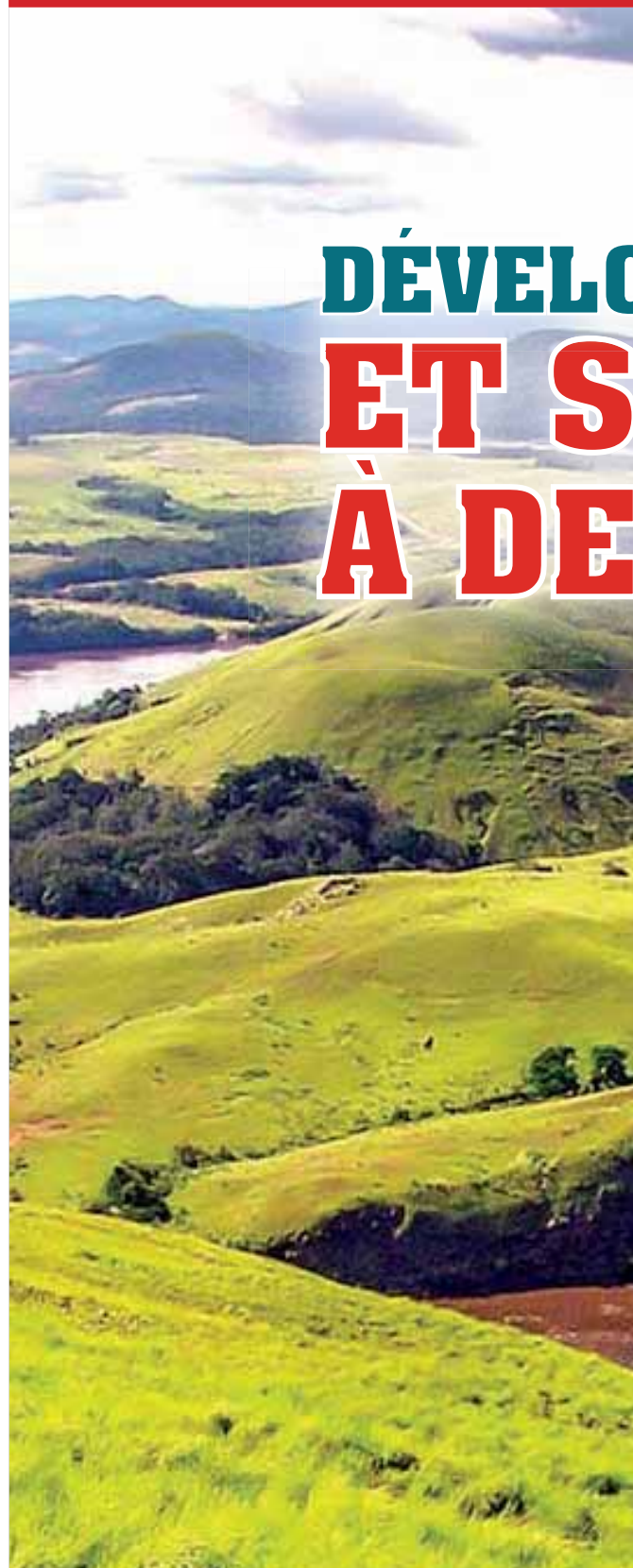
11/ Quels conseils pouvez-vous donner aux jeunes entrepreneurs Gabonais ?

Le conseil que je peux leur donner est de faire preuve d'ambition et d'humilité. Commencer petit tout en ayant une vision à long terme. Le chemin de l'entrepreneuriat est un chemin long et solitaire. Il faut faire preuve de résilience et de ténacité. La formation est essentielle, entreprendre avec succès ne s'improvise pas, il faut se former continuellement et investir sur soi.

12/ Quelles sont vos perspectives pour l'année 2021 ?

Pour 2021, nous avons plusieurs perspectives de développement à l'international. Nous avons des nouveaux produits en préparation que nous sortirons en fin d'année notre gamme de condiments pour ne citer que cela ■

DÉVELOPPEMENT DURABLE : ET SI ON PENSAIT À DEMAIN...



Petit Émirat d'Afrique centrale, le Gabon est un pays de 267.667 km² riche de son sous-sol et de son sol. Lorsque vous parcourez le pays et ses 9 provinces, et que vous parlez de tourisme aux populations, elles semblent étrangères à la notion. Et pourtant ! Peuples de forêt, les Gabonais sont les mieux placés pour faire la promotion des arbres qui constituent cette immense forêt et des animaux, pour les plus emblématiques, considérés comme des totems par les différentes tribus. Doté d'un fort potentiel naturel et culturel, avec une cinquantaine d'ethnies qui vivent ensemble, le Gabon est une destination idéale pour les voyages touristiques.

Loin de la vision des safaris proposés par le Kenya, la Namibie ou l'Afrique du sud, le Gabon propose un tourisme «made in Gabon», avec sa forêt, ses plages et ses animaux sauvages mais que l'on peut observer. Faire du tourisme au Gabon renvoie à

savoir allier nature et culture, car il n'est pas rare que les conservateurs des Parcs nationaux ou les responsables des autres sites touristiques proposent des randonnées et autres balades pour voir les animaux. Et que ces derniers offrent aux visiteurs la faveur de communier avec les rites et

coutumes locaux. Le potentiel est énorme, mais la valorisation n'est pas encore à la hauteur des attentes. La contribution du secteur n'est que de 3% du Produit intérieur brut. Et malgré les rencontres nationales du tourisme qui ont eu lieu en juillet 2019, la mayonnaise a du mal à prendre.

De ces assises, il ressort entre autres que l'État doit rénover le cadre institutionnel et légal du tourisme, garantir la gouvernance touristique du Gabon, doter le secteur d'une politique de formation aux métiers du tourisme. Mais surtout que le tourisme, considéré par les autorités

comme une nouvelle niche de ressources, doit être un secteur inclusif. C'est-à-dire que pour faire de ce secteur un pilier de la diversification de l'économie gabonaise, il faut intéresser les populations, à travers des activités comme l'écotourisme ou la valorisation des produits forestiers non ligneux par exemple qui peuvent être intéressants à présenter aux touristes. Mais le tourisme doit surtout être un vecteur de la culture gabonaise. La beauté des plages dont dispose le Gabon, parcouru par 800 km de côtes, est un atout pour la promotion d'un tourisme balnéaire. En améliorant son cadre des affaires, le Gabon fait également la promotion d'une forme de tourisme dit d'affaires.

Que vous soyez d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, homme d'affaires ou simplement amoureux de la nature, passionné de découverte et prêt à plonger au cœur de la culture gabonaise, vous êtes invité à prendre la Destination Gabon ■



LE GABON, DESTINATION TOURISTIQUE PRIVILÉGIÉE

Couvert à 88% par une forêt tropicale et humide, le Gabon fait partie du Bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète. Doté d'une flore et d'une faune exceptionnelles, le pays est un véritable sanctuaire de la biodiversité. Avec des endroits mythiques comme la célèbre Pointe Denis, le canyon de Léconie, les plages de Mayumba ou la Lopé, la destination Gabon est désormais l'une des incontournables et des plus prisées du continent africain.

Par la rédaction

Traversé par l'équateur et baigné à l'ouest par l'Océan atlantique, le Gabon a toujours été très réputé pour ces belles plages. Mais c'est avant tout un pays que l'on veut visiter pour l'immensité de sa forêt qui recouvre 88% de son territoire. Doté d'un potentiel naturel quasi inexploité, « cet immense infini de vert » abrite une biodiversité inestimable. Selon les données de l'Agence nationale des parcs nationaux, le Gabon compte cent quatre-vingt-quatorze (194) espèces de mammifères, mille cinquante (1050) espèces de poissons, sept cent quinze (715) espèces d'oiseaux, cent vingt-huit (128) espèces de reptiles, et plus de cinq mille deux cents (5200) essences. Ces espèces phares sont le mandrill, le gorille, l'éléphant, les baleines à bosse, les tortues luths. Ces espèces peuvent être observées dans les 13 parcs nationaux, dont le plus célèbre est certainement La Lopé, située dans la province de l'Ogooué ivindo (au centre du Gabon).

Ce parc national classé patrimoine mondial de l'UNESCO, sous la dénomination de « Écosystème et paysage culturel relique de Lopé-Okanda », est qualifié de mixte car il est remarquable pour sa forêt et ses vestiges de cultures passées. On y trouve des gravures rupestres, des restes de poteries et bien d'autres vestiges du passé témoignant de la présence humaine sur les lieux de l'actuelle aire protégée.

On peut observer le coucher du soleil en balade sur les bancs de sable de l'Ogooué qui borde le parc, surtout en saison sèche, lorsque le niveau de l'eau est assez modéré. L'une des merveilles à ne pas manquer lorsque vous passez par la Lopé est le Mont Brazza qui se dresse majestueusement au coeur du parc et dont le sommet vous offre une vue

Les espèces phares du Gabon sont : le mandrill, le gorille, l'éléphant, les baleines à bosse et les tortues luths



imprenable sur le parc. Des safaris sont proposés aux visiteurs pour l'observation des éléphants, buffles, mandrills et autres grands singes.

Le tourisme made in Gabon est soucieux de l'environnement

Mais des merveilles de la nature, on peut aussi en observer du côté de Loango, un parc national situé dans la province de l'Ogooué-Maritime. Outre la mosaïque de paysages, forêts, savanes et plages, dont dispose cette aire protégée, elle est aussi prisée pour l'observation des animaux qui viennent se baigner sur les plages en fin d'après-midi.

Les plages du parc de Pongara situé dans la province de l'Estuaire, sont l'un des derniers refuges essentiels pour la ponte des tortues marines. Entre novembre et février, quatre des sept espèces de tortues marines identifiées dans le monde, se rendent sur ces plages pour y pondre leurs œufs, et l'observation de nuit est proposée aux touristes. Et ce n'est pas tout!

Entre juillet et septembre, les touristes ont également la possibilité d'observer des baleines à Mayumba, un parc national situé dans la province de la Nyanga. Le Gabon se pose en effet, en fervent défenseur des cétacés qui rejoignent ses côtes par milliers à la saison des amours.

Loin des safari du Kenya ou de la Namibie, le Gabon opte, lui, pour un tourisme d'une autre forme qui permet également de communier avec la culture gabonaise. A travers des mets du terroir, les rites et différentes danses traditionnelles.

Le Gabon est une véritable terre de tourisme. Un tourisme qui se veut soucieux de l'environnement, puisque c'est grâce aux efforts de conservation du pays qu'on arrive à avoir toutes ces activités proposées aux touristes.

A côté de ce tourisme classique, l'on dénombre également des initiatives pour le tourisme social, à l'instar de celle de l'ONG English for tourism in Gabon (ETG). Cette plateforme promeut le tourisme pour tous à travers la notion de cohésion sociale. Pour le promoteur, Fouty B. Mouleka, l'ambition de ETG est de : «vouloir favoriser une accessibilité et une intégration de tous à la pratique du tourisme pour créer une culture touristique nationale et de ce fait, un marché touristique national» ■

LES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX (PFNL) : UNE OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE NON NÉGLIGEABLE.

Parler de développement durable au Gabon nécessite que l'on s'arête sur la gestion des ressources et surtout l'exploitation équitable de ces dernières. Pour le secteur forêt-bois notamment, le gouvernement exige une gestion durable des forêts, à travers la mise en place de concessions forestières ou d'aires protégées, en permettant que les communautés avoisinantes bénéficient également des produits issus de la forêt, à travers les produits forestiers non ligneux. Plusieurs initiatives s'inscrivent aujourd'hui dans le cadre de la production, la transformation et la commercialisation des PFNL, une véritable opportunité économique pour le pays.

Par la rédaction



Grâce à sa stratégie de gestion durable des forêts, le Gabon se positionne en leader en Afrique sur les questions de développement durable. Une exploitation respectueuse de l'environnement et surtout qui permet à chacun de tirer profit de la ressource. La valorisation des Produits forestiers non ligneux (PFNL) à l'origine du bois d'œuvre et de certains produits alimentaires

cultivés a toujours fait l'objet des controverses notamment dans le cadre de sa rentabilité à court terme et sa réelle contribution à la formation du Produit intérieur brut. Selon un rapport de l'ONG environnementale Brainforest, il est encore assez difficile de quantifier les revenus issus de la commercialisation des PFNL. Toutefois, une étude réalisée dans trois provinces du Gabon a démontré qu'en milieu rural, ces produits constituent la principale source d'alimentation et que 50 % des

personnes qui interviennent dans la commercialisation de ces produits le font pour vivre, indique Brainforest. Entre autres produits, l'on peut citer pour le cas du Gabon, le palmier à huile, avec des dérivés comme l'huile de palme, pour la préparation de plusieurs plats du terroir, l'huile et la savonnette d'amandes douces pour l'entretien de la peau et les épluchures de noix qui servent à allumer le feu de bois. A côté, il y a le Moabi, dont l'huile et la savonnette au même titre que le beurre de karité, possèdent des vertus adoucissantes pour le corps et les cheveux. L'Andok dont les amandes des fruits produisent l'Odika, chocolat indigène, très apprécié pour la préparation de certains plats. Le Nkumu, récolté en forêt, est passé d'une simple plante de cueillette à une source de revenu économique rentable. La liste n'est pas exhaustive, l'on peut également citer le raphia issu du palmier raphia et qui sert à la confection des tenues, souvent porté à l'occasion de mariages. Tous ces produits forestiers non ligneux contribuent au développement des petites et moyennes entreprises forestières et de valorisation de l'économie verte en matière de lutte contre pauvreté au Gabon.

LES PFNL, UNE OPPORTUNITÉ POUR DIVERSIFIER LES RESSOURCES ÉCONOMIQUES

Utilisés par l'ensemble de la population gabonaise, les produits forestiers non ligneux sont une solution à saisir pour diversifier l'économie et lutter contre le chômage au Gabon. La création des coopératives, en zone urbaine ou rurale va permettre aux femmes d'avoir pour centre d'intérêt de fournir, transformer ou vendre ces produits. C'est une opportunité pour soutenir l'autonomisation de la femme. Et l'Association des Femmes Catholiques a compris l'importance d'exploiter ces produits puisque sa responsable, Jacqueline Obone témoigne de la rentabilité des huiles et autres savonnets issues de ces produits. L'association qu'elle dirige s'est lancée depuis près de cinq ans dans la transformation de PFNL, grâce à l'appui technique de l'Agence nationale des parcs nationaux.

L'association a également bénéficié d'un soutien financier de la Banque mondiale, estimé à près de 25 millions avec un séjour d'immersion à Bobo Dioulasso au Burkina Faso pour une formation technique.

La présidente de ladite association nourrit l'ambition de développer un réseau avec les femmes rurales, avec qui, elles comptent développer une chaîne allant de la production à la commercialisation des produits.

En outre, ces produits peuvent constituer un catalyseur pour la relance de l'économie au Gabon, à une petite échelle. Les coopératives et autres associations, notamment celles exerçant dans le secteur primaire, doivent augmenter la production pour ravitailler les différents marchés et penser à s'exporter.

Mais au-delà de tout, l'importance sociale de ces produits au Gabon est indéniable notamment leur contribution sur les plans culturel et alimentaire.



RITES ET TRADITIONS

LE BWITI, PILIER INCONTOURNABLE DE LA TRADITION GABONAISE

Le Gabon a un potentiel culturel énorme, au sein des composantes de sa population les rites et traditions occupent une place importante. Le bwiti est un rite que l'on retrouve presque sur la quasi totalité du territoire national.

Par la rédaction

Un rite de passage est un rituel marquant le changement de statut social ou sexuel d'un individu, le plus généralement la puberté mais aussi pour d'autres événements comme la naissance ou la ménopause. Le rituel se matérialise le plus souvent par une cérémonie ou des épreuves diverses.

Le rite de passage se distingue du « rite initiatique » car il marque une étape dans la vie d'un individu, tandis que le « rite initiatique » marque l'incorporation d'un individu dans un groupe social ou religieux.

Au Gabon, les rites et les croyances ont des pratiques symboliques et ne confèrent au-

cune connaissance approfondie, mais par le choc psychologique met le récipiendaire en état de comprendre le monde.

Le rite est un cérémonial, désignant un ensemble d'usages réglés par la coutume ou par la loi. Et selon Raponda Walker, les rites au Gabon reposent sur les mêmes éléments fondamentaux : le symbolisme, le mythe et le sacrifice.

Le Bwiti, par exemple, est un rite initiatique originaire des populations Mitsogo et Apinzi du Gabon central. Cependant, d'après les pratiquants eux-mêmes, cette tradition serait âgée de plusieurs millénaires. Le rite de passage du Bwiti est centré sur la consommation d'écorces de racines de l'arbuste appelé iboga.

Le Bwiti Dissumba, qui est un rite de passage pubertaire, strictement masculin, s'appuie sur le culte des ancêtres, notamment à travers des reliquaires contenant les ossements des ascendants défunts. Et Le Bwiti Misoko, par contre, possède une fonction avant tout thérapeutique

Le Bwiti est aujourd'hui largement répandu au Gabon, aussi bien parmi les populations du sud du pays que chez les Fang du Nord ; en milieu rural qu'en milieu urbain. Grâce au peuple Fang, le Bwiti s'est également diffusé en Guinée équatoriale et au sud du Cameroun.

Le bwiti (ou bwete, bouiti, bouity, mboeti, mbueti) est un rite initiatique dont il est affirmé qu'il provient des Pygmées, qui l'auraient ensuite transmis aux Fangs, aux Mitsogo et Apinzi du Gabon central, ainsi que parmi les populations Kota et Bakwele. Son apparition est indéterminée, mais est antérieure au XIXe siècle, puisque Paul Belloni Du Chaillu, premier explorateur européen de l'intérieur du Gabon, a pu observer sa présence dans le centre du pays.



LA COP 26, LE RENDEZ-VOUS DE L'URGENCE CLIMATIQUE

Après la 21e Conférence des Parties sur le Climat à Paris, les États avaient conclu un accord historique dont l'objectif central est de renforcer la réponse planétaire face à la menace du changement climatique en maintenant l'augmentation de la température mondiale à un niveau bien inférieur à 2°C et de poursuivre les efforts pour limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5°C. Reportée en raison de la crise sanitaire actuelle, la COP26 devra être la première étape clé permettant de vérifier sa mise en œuvre et son efficacité. Par la rédaction

Par la rédaction



Elle aura lieu à Glasgow en Ecosse du 1^{er} au 12 novembre 2021. La 26e conférence des parties sur le Climat est un rendez-vous de toutes les attentes. Les États du monde doivent franchir un pas vers la concrétisation de l'accord de Paris. Une batterie de politiques en matière de préservation de l'environnement devrait être revue dans l'optique de l'effectivité de celle-ci au vu de l'urgence mondiale.

Le Gabon qui préside le groupe des négociateurs africains pour de la prochaine COP 26, entend renforcer ses engagements en la matière.

Le président gabonais a annoncé le 12 décembre 2020 qu'une loi sur le climat est en préparation. Selon Ali Bongo Ondimba : « Cet engagement, encore plus ambitieux, sera décliné avant la Conférence de Glasgow. Plus que par le passé, le Gabon veut faire la différence en doublant ses efforts de préservation de sa forêt. « Les forêts du bassin du Congo séquestrent des quantités importantes de carbone et fournissent à l'humanité des services écosystémiques irremplaçables. Les solutions basées sur la nature sont notre plus grand allié, nous permettant à la fois de nous adapter et atténuer les changements climatiques. Couvert à 88 % par des forêts tropicales humides, le Gabon absorbe trois fois plus de CO2 qu'il n'en émet. Grâce à nos politiques de gestion durable de la forêt, nos absorptions nettes de CO2 ont déjà augmenté de près de 20% ».

Lors de son passage au Gabon, le président désigné de la 26e conférence des parties sur le climat, Alok Sharma s'est entretenu avec le chef de l'État gabonais. Il a pour la suite écrit sur son compte Twitter : « Inspiré de voir les mesures que le Gabon prend pour s'attaquer aux changements climatiques et prendre en considération les priorités pour la COP 26. Au plaisir de poursuivre la collaboration sur la route de Glasgow ».

Dans une vidéo mise en ligne également sur son compte Twitter, on peut entendre les commentaires suivants : « Le Gabon réalise d'énormes progrès dans la façon de gérer ses forêts. Dans le même temps, il développe une industrie de transformation productive et soutenable. Le Gabon est en train de montrer la voie dans la région pour sa façon de construire une forme de résilience et d'intensifier la lutte contre les changements climatiques. »

En Afrique, le Gabon est considéré comme le pays plus engagé dans la défense de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Et pour maintenir cet engagement, les autorités du pays pensent que la question de l'adaptation devra être cruciale pour l'Afrique lors de la conférence de Glasgow. De l'avis du Ministre en charge des questions d'environnement, le Pr Lee White : « Les eaux de mer montent ce qui fait qu'il y a de plus en plus de sécheresse en Afrique, des orages de plus en plus forts, des inondations. Tous les pays de l'Afrique sont forcés de s'adapter au changement climatique et pour l'Afrique donc, cette question d'adaptation doit être au centre des négociations à Glasgow en Écosse. L'Afrique est faiblement émettrice de CO2. Or, c'est l'un des continents qui subit le plus durement les effets du changement climatique ».

Face à l'urgence climatique, cette COP est donc d'une grande importance, puisqu'à ce rendez-vous climatique, les États parties doivent présenter leur seconde feuille de route concernant leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), tel que l'article 4 de l'Accord de Paris le prévoit : « Chaque Partie communique une contribution déterminée au niveau national tous les cinq ans conformément à la décision 1 / CP.21 (...). ».

Avant l'annonce du report, seuls trois États avaient pris de nouveaux engagements au titre de l'article 4 de l'Accord de Paris : la Moldavie, la Norvège et le Japon. Toutefois, ce report, que l'on comprend aisément au regard du contexte mondial actuel, ne doit pas

signifier un recul de la prise en compte de la lutte contre le changement climatique, qui reste une menace pour l'humanité, sur le long cours.

Selon Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui rappelle que « si le Covid-19 est la menace la plus urgente à laquelle l'humanité est confrontée aujourd'hui, nous ne pouvons pas oublier que les changements climatiques sont la plus grande menace à laquelle l'humanité est confrontée à long terme. ». Selon cette dernière, le redémarrage des économies mondiales « sera une opportunité pour les pays de mieux se redresser, d'inclure les plus vulnérables dans ces plans et de façonner l'économie du 21ème siècle de manière propre, verte, saine, juste, sûre et plus résiliente. »

Selon les responsables de la COP, cinq défis sont à relever par les États parties avant le rendez-vous de Glasgow

- La relance verte, la voie vers la neutralité carbone
- Accélérer les changements sectoriels et l'action (politique) accrue des acteurs non étatiques
- Accéder au financement climatique pour éviter de faire dérailler la COP26
- Solidarité, justice et résilience
- Coordonner les ambitions en matière de climat et de biodiversité en vue de la neutralité carbone

Rappelons que l'Accord de Paris, entré en vigueur le 4 novembre 2016, a été présenté comme un instrument juridique des plus ambitieux afin de lutter contre les changements climatiques. Son objectif principal est de maintenir la hausse des températures en dessous de la barre des 2°C, par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C.

L'ART CULINAIRE GABONAIS À L'HONNEUR



QU'EST CE QU'IL FAUT POUR CE QUI EST DU POULET FUMÉ À L'ODIKA ENCORE APPELÉ CHOCOLAT INDIGÈNE ?

INGRÉDIENTS

- 1 poulet fumé
- De l'Odika râpé
- 1 oignon
- 2 gousses d'ail
- 1 cube
- 2 piments
- Huile d'arachide (de préférence)

COMMENT SE DÉROULE L'ÉTAPE DE LA PRÉPARATION ?

Découper finement l'oignon et l'ail puis les faire revenir dans une marmite avec de l'huile. Verser l'Odika à la marmite et laisser cuire tout en remuant pendant 2 à 3 minutes. Rajouter de l'eau (3 à 4 verres suffisent). Ajouter le cube et le sel ainsi que le poulet fumé. Tourner et refermer pour laisser mijoter pendant 15 à 20 minutes avec les piments lavés. Une fois la sauce bien consistante, rectifiez votre assaisonnement au besoin. Et tout est prêt le dressage peut commencer

Toutefois il faut noter que le Plat peut s'accompagner de Banane plantain ou de manioc, certains y choisiraient du riz tout blanc de préférence, c'est à votre convenance.

Alors si vous êtes de passage au Gabon n'hésitez pas à déguster ce plat ou alors tenter de le reproduire chez vous en respectant toutes les étapes.

Bon appétit d'avance

La préparation d'un repas est tout un art, en plus du choix des aliments, il faut aussi maîtriser le processus de cuisson du plat que l'on veut proposer sur la table de la maison, du restaurant ou sur le buffet. Le GABON a une variété de mets tout aussi délicieux les uns que les autres, les présenter prendrait une éternité. Pour l'heure nous parlerons du célèbre plat l'odika au poulet fumé

L'odika est une sauce à base de fruit d'acacias qui ressemble à une mangue sauvage et a le goût du cacao. C'est une recette très prisée au Gabon, elle se prépare avec du poulet fumé, du poisson fumé ou frais et ou autres produits à la convenance du cuisinier.

LA LOPÉ, UN JOYAU DE LA BIODIVERSITÉ GABONAISE

Situé au Centre-Est du Gabon et à 290 kms de Libreville, le parc national de la Lopé est classé Patrimoine mondial de l'UNESCO dans la double catégorie Nature/Culture et sous le nom de « Écosystème et paysage culturel relique Lopé-Okanda » en raison de sa remarquable forêt et de la présence en son sein de vestiges de cultures passées.

Par la rédaction

Le parc national de la Lopé s'étend sur 491.291 hectares et est constitué d'une mosaïque d'écosystèmes dominée par une immense savane ainsi que des forêts à marantacées (habitat du gorille).



UNE FAUNE DIVERSIFIÉE

Les animaux les plus célèbres de la Lopé sont sans doute les primates, les éléphants et les buffles... La Lopé constitue aussi l'habitat d'une grande diversité d'espèces des forêts tropicales d'Afrique centrale. Le site héberge les plus importantes populations de gorilles de plaine (environ de 2000 ou 3000 individus) et de chimpanzés (estimée à 2200 individus).

Lopé-Okanda est la seule aire protégée d'Afrique qui abrite une grande population de mandrills (environ 20 individus par km²). De récentes études ont montré que les groupes de mandrills comportent souvent de 600 à 800 individus, et exceptionnellement jusqu'à 1350. On recense plus de 300 espèces d'oiseaux. La conjugaison de milieux forestiers et savaniques et la présence de cours d'eau confèrent à cette aire protégée un caractère de richesse biologique particulier. L'une des curiosités observées au sein de la faune de la Lopé réside dans la présence du picatharte, espèce rare et remarquable dont des individus et des nids ont été observés. L'autre curiosité est la présence du faucon pèlerin africain qui niche dans une falaise. C'est une des seules observations de ce genre faites de cette race en Afrique occidentale et centrale.

LA FLORE EST TRÈS RICHE AVEC PLUS DE 1500 ESPÈCES ENDÉMIQUES.

Les chercheurs ont constaté que la Lopé abritait des densités d'éléphants de forêt extrêmement élevées. Ces pachydermes se déplacent toujours accompagnés de leurs

petits. Leur comportement est donc très protecteur. Afin d'observer ces merveilles de la nature dans la forêt, les visiteurs devront toujours être accompagnés de



guides expérimentés, pour des raisons de sécurité, comme pour les autres animaux.

Le Parc National de la Lopé et sa zone tampon figurent parmi les sites archéologiques les mieux connus d'Afrique centrale. Ils abritent une suite ininterrompue de vestiges allant de l'Âge de la pierre à l'Âge du fer (plus de 400 mille ans). Les gravures rupestres du Premier âge du fer sont uniques en Afrique centrale. En outre, les populations d'ethnie Okandé, Simba et Babongo qui vivent dans la zone tampon et pratiquent des rites initiatiques traditionnels qui ont survécu à l'influence de la colonisation et du christianisme.

Le parc national est l'un des fleurons du tourisme au Gabon. Il présente de conditions d'accessibilité et d'observation pour permettre aux visiteurs de vivre une expérience enrichissante de découverte et d'aventure au cœur de la forêt du bassin du Congo. Des guides professionnels et expérimentés enrichissent cette expérience de leur connaissance de la faune et de l'histoire de la localité. Le visiteur a le choix entre divers circuits aménagés permettant d'observer sa riche faune dans des conditions optimales de vision et de sécurité. Des randonnées pédestres dans les galeries forestières et des safaris en voiture sont proposées pour l'observation en toute sécurité des éléphants, des buffles et de bien d'autres mammifères telles que le Sitatunga, le Bongo.

Le parc national de la Lopé présente une interface inhabituelle entre une forêt tropicale ombrophile dense bien conservée et un milieu de savane relique abritant un large éventail d'habitats et d'espèces, parmi lesquelles de grands mammifères en voie de disparition. Il illustre des processus écologiques et biologiques d'adaptation des espèces et des habitats aux changements climatiques. Cet ensemble regroupant des sites datant du néolithique et de l'âge du fer et incluant des vestiges d'œuvres d'art rupestre est le reflet d'un axe migratoire

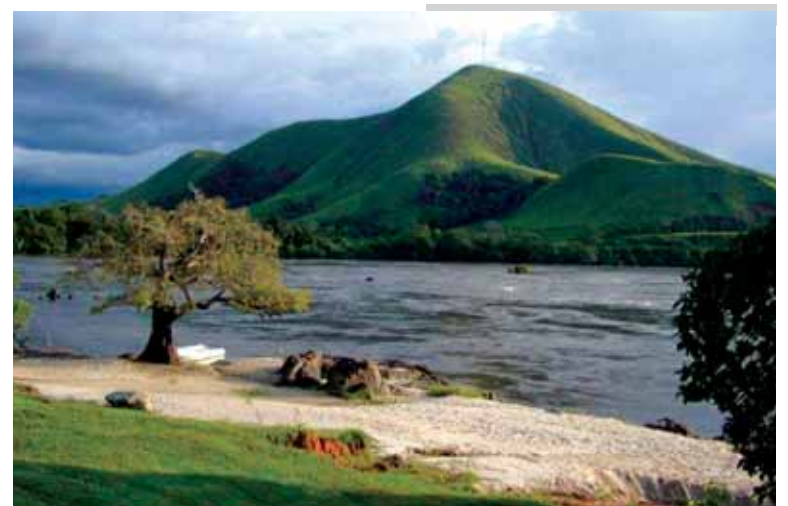
majeur emprunté par les Bantous et par d'autres peuples originaires d'Afrique de l'Ouest qui longeaient la vallée de l'Ogooué pour se rendre vers le nord des forêts sempervirentes denses du Congo et vers le centre, l'est et le sud du continent africain. Ces flux migratoires ont façonné le développement de toute l'Afrique subsaharienne.

UN PARC NATIONAL D'UNE VALEUR UNIVERSELLE EXCEPTIONNELLE

L'Écosystème et paysage culturel relique de Lopé-Okanda représente une interface inhabituelle entre la forêt tropicale humide dense et bien conservée et des milieux de savane reliques. Les espèces menacées de grands mammifères trouvent davantage un dernier refuge à Lopé-Okanda que dans toute autre zone comparable des forêts du bassin du Congo. Le bien préserve aussi des archives de l'évolution biologique, depuis 15 000 ans, de la zone de transition forêts pluviales-savane qui subsiste encore.

Le Parc national de Lopé-Okanda présente un témoignage remarquable de peuplement sur plus de 400 000 ans - depuis le Paléolithique, le Néolithique et l'Âge du Fer, jusqu'aux populations bantoues et pygmées actuelles. Le Parc national comprend la vallée du fleuve Ogooué, l'un des principaux itinéraires migratoires de diffusion des populations et des langues - dont le bantou - vers l'Afrique centrale et australe, au Néolithique et à l'Âge de Fer, comme en témoigne le nombre extraordinaire d'importants sites de peuplement et un imposant ensemble de pétroglyphes rupestres.

Le Parc national de Lopé-Okanda abrite les plus anciens témoignages de l'extension de la culture tshitoliennne vers l'Atlantique et il a révélé des traces de domestication de plantes et d'animaux et d'utilisation des ressources forestières ■



ZOOM SUR UNE START-UP : POZI DIGITALISE LA CARTOGRAPHIE DE LA CAPITALE LIBREVILLE

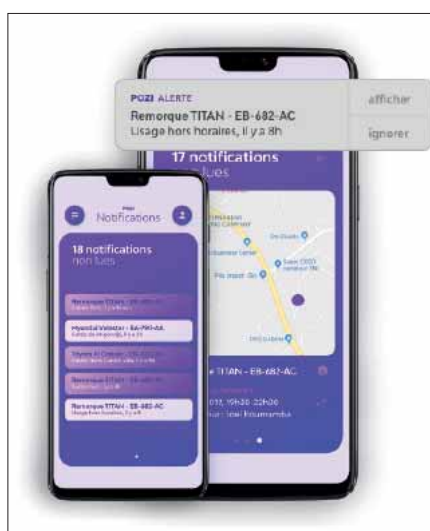


Nombreux sont ces jeunes au Gabon qui innovent dans le secteur du numérique et tentent d'apporter des solutions aux problèmes qui minent la société.

C'est sous le thème « Mon quartier//ma ville//Libreville », que des groupes de développeurs ont lancé le 5 novembre 2020 à Libreville la start-up POZI, dans l'optique de compléter la carte digitale de la capitale gabonaise.

Pozi est une application de gestion de flotte et de tracking intuitive, personnalisée et accessible sur ordinateur, tablette et smartphone à l'adresse (www.pozi.app).

Une startup aux nombreux enjeux, d'abord à caractère social et qui s'inscrit dans l'amélioration des interventions d'urgences médicales et sinistres (inondations, incendies et autres) ; l'optimisation de la mobilité ur-



baine des habitants, l'amélioration de l'identification et la répartition des terres exploitées et celles exploitables pour enfin pallier

le manque d'adressage de certains quartiers de la capitale gabonaise.

Selon Loïc Kapitho, le cofondateur, Manager de la start-up POZI, l'objectif est de disposer d'une carte digitale de la capitale Libreville pour mieux orienter les utilisateurs lorsqu'ils se trouvent dans un quartier. «C'est également pour apporter une contribution à cet enjeu de la cartographie digitale et pour focaliser l'attention de nos communautés urbaines que Pozi, startup, s'est spécialisée dans le suivi de véhicules et la gestion de flotte à distance», précise-t-il.

Aussi, faut-il ajouter que cette startup a une portée économique sur l'optimisation des services de livraison à domicile et la localisation des commerces et entreprises, la dynamisation des services faisant appel à la géolocalisation, ainsi qu'à l'amélioration du renseignement touristique ■



L'ÉCOLE 241 LA PREMIÈRE STRUCTURE DE FORMATION DANS LE NUMÉRIQUE AU GABON

Le monde du numérique mute à tout moment et cela implique le reste du monde à s'adapter à cette évolution, la covid-19 a été un bon enseignant en ce qui concerne la prise en compte de l'importance du numérique dans la vie quotidienne de l'homme.

l'initiation et le perfectionnement dans les savoirs faire du numérique c'est le cap que s'est fixé l'école 241 qui représente en réalité l'indicatif du Gabon ceci pour expliquer que c'est une entité made in Gabon qui a pour objectif général, de répondre aux besoins récurrents en main d'œuvre compétente dans les métiers du numérique exprimés par les entreprises.

C'est la première école au Gabon qui forme de manière intensive et accélérée aux nouveaux métiers du numérique au Gabon. ceci passe par la mise en place et le déploiement, de divers ateliers d'acculturation au numérique ; de formations en présentiel ou en mode e-learning ; d'open innovation via le numérique ; de conceptions et de fabrications de solutions numériques.

L'école 241 contribue à former une fois par an, un peu plus de 40 professionnels du numérique. La première cuvée est constituée de 45 apprenants, sélectionnés sur plus de 1 000 candidats répartis en 2 classes. Les jeunes âgés de 17 à 35 ans ont bénéficié gratuitement d'une formation intensive pendant 7 mois dans les nouveaux métiers du numérique, à savoir développeur web et mobile et référent digital.

La méthode d'enseignement utilisée par l'école est la pédagogie inversée ; fonctionnement participatif qui permet aux apprenants de libérer toute leur créativité grâce à l'apprentissage par projets qui s'inspire des plus grandes écoles du numérique ■



► Affrètements aériens, vols à la demande Charter and on-demand flights

► Location Aircraft leasing

► Achat et vente d'avions Aircraft sales and purchase



VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
VMS AERO, your aero partner with a global presence :
United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
Email : contact@vms.aero
Tel : +33 6 20 31 19 03
+241 62 24 24 02

Cargo aircraft / avion cargo

Corporate, VIP & Medevac aircraft /
Avion d'affaires, VIP & médicalisés

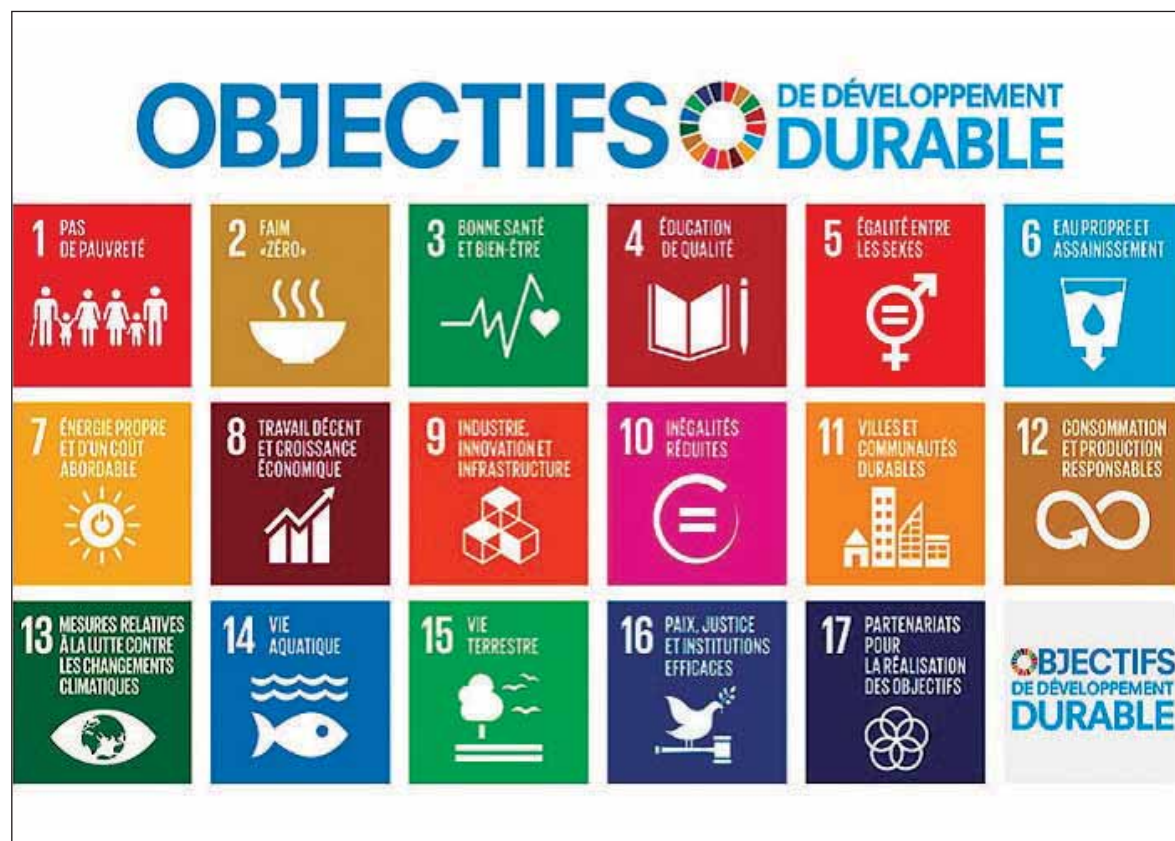
Commercial
Aircraft /
avion de ligne

VIP & OGP Helicopters /
hélicoptères, VIP & OGP

LES ODD, UN AGENDA MONDIAL ADAPTÉ AUX PRIORITÉS NATIONALES

En septembre 2015, les nations du monde se fixent le cap de relever le défi du développement durable à l'horizon 2030. Après plus d'une décennie consacrée aux objectifs du millénaire, les États optent pour un agenda commun de développement, qui devra permettre de réduire au maximum les inégalités sur la planète. Ce sont au total dix-sept (17) objectifs et cent soixante-neuf (169) cibles qui ont été retenus. Le Gabon, signataire de l'agenda 2030, a aligné son Plan stratégique aux objectifs de développement durable. Et alors que le monde est entré dans la décennie de l'accélération, l'on note quelques avancées significatives dans le pays par rapport à l'atteinte des ODD.

Par la rédaction



Ratifiés par 193 États en septembre 2015, les Objectifs de Développement Durable (ODD) doivent permettre de définir les priorités et aspirations mondiales en matière de développement durable d'ici à 2030. Leur but est d'orienter les efforts de chacun autour d'une série commune de cibles et d'objectifs. Ils viennent remplacer les objectifs du millénaire pour le développement dont l'échéance avait été atteinte, en associant au développement, la notion de durabilité.

Ainsi, l'agenda 2030 décliné au niveau de chaque État, fait appel à un engagement actif des gouvernements comme de l'ensemble des acteurs (entreprises, collectivités, associations, chercheurs...).

Au Gabon, cette feuille de route onusienne s'est greffée au Plan stratégique Gabon émergent, et les autorités se sont fixé l'objectif de relever le défi selon les priorités de l'Etat. Alors que les Nations unies sont entrées dans la décennie de l'action, il sied de dresser une évaluation de l'atteinte de ces 17 objectifs au niveau national.

Classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire tranche supérieure, le Gabon est bien noté sur l'ODD 3 axé sur la bonne santé et le bien-être. Le pays connaît une nette amélioration de ses politiques de santé, ce qui se traduit par la construction d'hôpitaux, notamment avec les centres hospitaliers

universitaires (CHU) de Libreville, d'Owendo, d'Akanda (devenu hôpital militaire) et le CHU Jeanne Ebori, dédié à la mère et à l'enfant. L'accès aux soins est facilité grâce à l'expansion de l'assurance maladie obligatoire proposée par la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGD). Et au plus fort de la crise sanitaire, le président de la République a d'ailleurs mis à la disposition des populations un fonds personnel de 2,1 milliards de francs qui a permis à près de trois cent cinquante mille (350.000) Gabonais de bénéficier de la gratuité de soins médicaux.

De 2000 à 2013, la santé de la mère et de l'enfant s'est améliorée. Les indicateurs de mortalité à la naissance ont considérablement été réduits. Le taux de mortalité maternelle est passé de 519 à 277 pour 100.000 naissances vivantes, celui de la mortalité infanto-juvénile est passé de 88,6 à 60,4 pour 1000 et le taux de mortalité infantile de 57,3 à 40,6 pour 1000 naissances vivantes. L'espérance de vie s'est allongée comparativement à il y a vingt ans. L'on est passé de 59,3 à 63 ans, soit un gain de 4 ans, avec 61,2 chez les hommes et 66 ans chez les femmes, selon le rapport national de suivi des progrès de la mise en œuvre conjointe des agendas 2030 des Nations unies et 2063 de l'Union africaine au Gabon.

Le Gabon dans sa stratégie de relance devra tenir compte de ces indicateurs pour une meilleure appréciation du développement au niveau national

Concernant l'ODD 4 qui a trait à une éducation de qualité, le pays d'Ali Bongo tire également son épingle du jeu, avec un taux de scolarisation de 89%, l'un des meilleurs de l'Afrique subsaharienne. Le Gabon a accompli des progrès significatifs en ce qui concerne l'égalité des sexes. Selon le rapport susmentionné, l'égalité est assurée à tous les niveaux d'éducation : les filles sont plus nombreuses dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur au Gabon.

Au titre des Objectifs en voie d'être atteints au Gabon, l'on peut également citer le numéro 13 qui vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des pays face aux aléas et catastrophes climatiques. Le leadership du pays en matière de protection de l'environnement fait école sur le continent. Ces bons points sont à mettre à l'actif de la mise en place des Parcs nationaux. En effet, c'est en 2002 que les autorités décident de consacrer 11% du territoire national à la conservation avec la création de 13 parcs nationaux. Ces derniers permettent de maintenir l'équilibre entre les différents écosystèmes. En outre, le Gabon a dépassé le cap de la neutralité carbone en intégrant les préoccupations climatiques dans ses politiques, avec notamment l'élaboration du plan climat.

Dans cet élan, l'on pourrait également citer les ODD 12, 14 et 15 où le Gabon s'en sort plutôt bien.

La décennie entamée est donc l'occasion d'accélérer les ODD qui trainent, en pensant à améliorer les défis des autres objectifs en bonne posture. Le Gabon dans sa stratégie de relance devra tenir compte de ces indicateurs pour une meilleure appréciation du développement au niveau national.

Antonio Guterres a appelé à la mobilisation de l'ensemble des parties en faveur de cette décennie d'action dans trois domaines : une action à l'échelle mondiale visant à assurer un plus grand leadership, davantage de ressources et des solutions qui auront plus d'impacts sur les objectifs de développement durable ; une action locale qui intègre les transitions nécessaires dans les politiques, budgets, institutions et mécanismes de gouvernance des États, des villes et des autorités locales ; et une action individuelle menée par les jeunes, la société civile, les médias, le secteur privé, les syndicats et les universités, entre autres, afin de créer un mouvement irréversible faisant avancer ces objectifs.

Et alors que la planète fait face à une résurgence de la crise sanitaire de la Covid-19, avec la survenue de nouveaux variants du virus, les nations ne doivent pas perdre de vue l'échéance pour l'atteinte des Objectifs de développement durable fixée à 2030. Certes les énergies sont concentrées sur le remède qui permettra de stopper l'hémorragie du nouveau coronavirus, mais le temps passe et l'heure est plus que jamais à l'action. Des actions qui devront aller dans le sens d'un développement inclusif, malgré la présence du virus ■

Flasher ce code avec votre smartphone pour lire l'article



Echanges commerciaux avec l'Afrique : les USA annoncent un programme de 500 millions \$ pour le secteur privé



ETATS-UNIS / INVESTITURE DE JOE BIDEN : LE MANDAT DE TOUTES LES ATTENTES

Joe Biden est devenu le 46e président des Etats-Unis le 20 janvier 2021. Le démocrate qui a fait valider son ticket pour la Maison blanche à la présidentielle du 3 novembre dernier a plusieurs chantiers à attaquer au niveau interne comme sur la scène internationale. Dans son programme de société, le nouveau locataire de la White House compte sur un plan de relance de 1900 milliards de dollars qui devra réduire le chômage, relever l'impôt des plus riches et surtout se tourner vers des investissements plus soucieux de l'environnement. Mais l'ancien Vice-Président de Barack Obama veut également relancer les relations commerciales avec les autres parties du monde, Europe, Afrique... L'administration Biden a donc du pain sur la planche.

Par la rédaction



Pas de répit pour Joe Biden, lui qui veut rompre avec les pratiques et la vision de son prédécesseur. Déjà il faut rappeler le contexte dans lequel le 46e président des Etats-Unis a été investi. Le 20 janvier, c'est devant le Capitole à Washington, théâtre des jours plus tôt (le 6 janvier, ndlr), de manifestations pro Trump, que Joe Biden a prêté serment. Une cérémonie placée sous haute surveillance et marquée par l'absence de Donald Trump, signe de rupture totale entre les deux hommes. Son entrée en fonction suscite nombre d'attentes chez les observateurs de la vie politique aux Etats-Unis, du fait que Joe Biden devrait redorer l'image de la Démocratie au sein de la première puissance mondiale.

Outre la réconciliation de cette Amérique divisée qui sera l'un des principaux challenges de l'ancien Vice-président de Barack Obama, il faudra pour ce démocrate modéré, relancer l'économie. Et pour cela, Joe Biden propose un plan de relance de 1900 milliards de dollars, le double que son prédécesseur proposait en décembre dernier. Pour le nouveau président des Etats-Unis, il y a urgence à agir.



Joe Biden propose un plan de relance de 1900 milliards de dollars

L'URGENCE DE LA RELANCE DE L'ECONOMIE AMERICAINE

Il faut relancer la croissance puisque selon les derniers chiffres de la Banque centrale, le produit intérieur brut a connu un recul de 2,4% en fin 2020. Et ce recul est à mettre à l'actif du nouveau coronavirus qui a sévèrement éprouvé l'économie américaine. La crise sanitaire a engendré la fermeture de plusieurs entreprises conduisant des milliers d'américains au chômage. Et selon les chiffres officiels, près d'un million d'Américains s'inscrivent au chômage chaque semaine, ce qui fait

bondir le taux de chômage à 6,7% en fin 2020. Le plan de relance proposé par Biden veut donc s'attaquer aux aides sociales. Le texte prévoit que les Américains touchent un nouveau chèque de 1.400 dollars par personne en fonction des revenus. Une aide directe aux ménages qui a pour objectif d'augmenter le pouvoir d'achat et qui va être prolongée jusqu'à septembre 2021. Joe Biden souhaite également relever le salaire des Américains de 15 dollars, et relever l'impôt des plus riches.

Mais la première urgence du numéro un américain est la vaccination de masse contre la covid-19, les Etats-Unis ayant enregistré un bilan de la pandémie de plus de 400 mille morts. Enfin le président américain veut relancer les investissements avec à long terme, financer la transition écologique à hauteur de deux mille millions de dollars sur quatre ans. Joe Biden est très attendu sur ces questions de préservation de l'environnement, lui qui souhaite relancer l'accord de Paris, capital pour ses relations avec l'Union européenne.

L'ACCORD DE PARIS POUR RESSERRER LES LIENS AVEC L'EUROPE

Alors qu'elle cristallise les tensions, la question de revenir dans l'accord de Paris non contraignant, mais très ambitieux, a été reconsidérée par le nouveau président américain. De suite, après son investiture, il a signé un décret pour le retour des Etats-Unis dans l'accord.

En 2015, les parties étaient tombées d'accord en voulant limiter le réchauffement de la planète à un niveau nettement inférieur à 2 °C. Mais jusqu'à présent rien n'y fait ! Le nouveau locataire de la maison blanche veut donc faire bouger les lignes, en accordant à la transition écologique une place de choix dans son plan d'actions. Mais si revenir dans l'accord de Paris peut paraître comme une opération de charme à l'endroit de l'Union européenne, Joe Biden arrive à la Maison blanche avec une légère inquiétude concernant les relations commerciales avec le vieux continent. Bruxelles vient de parapher avec Pékin un accord de partenariat qui se traduit en quatre grands axes : garantir aux investisseurs de l'UE un meilleur accès à l'économie chinoise ; permettre aux entreprises de l'UE d'acquiescer des entreprises ou d'en créer de nouvelles dans des secteurs clefs de l'économie chinoise ; contribuer à la mise en place de conditions de concurrence équitable pour les entreprises de l'UE en Chine ; et permettre la mise en œuvre effective et transparente du règlement des différends. Cet accord n'est pas du goût

des Etats-Unis qui semblent perdre la main sur un dossier capital. Quoique Joe Biden ne se rétractera pas, il est réputé pour sa patience et sa dextérité. Il pourra se servir des droits de douane supplémentaires imposés en 2018 à l'UE pour chercher à normaliser les relations. Sur la Chine, Biden maintiendra, selon certains analystes, la pression pour que Pékin respecte les règles du commerce international.

Il devra soutenir les institutions multilatérales, à l'instar de l'Organisation mondiale du Commerce.

BIDEN ET L'AFRIQUE

A l'endroit du continent africain, ce qui va faire la différence avec Trump, c'est que Biden puisse consacrer du temps et des actions à l'Afrique.

Il serait souhaitable que le 46e président des Etats-Unis fasse un retour à la normale de l'AGOA, la loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique et que les pays africains puissent réellement en tirer profit. Surtout à l'heure où on parle de la relance de l'économie post-covid, il importe que le continent multiplie les partenariats surtout commerciaux et se positionne également sur la scène internationale.



Il serait souhaitable que Biden favorise un retour à la normale de l'AGOA

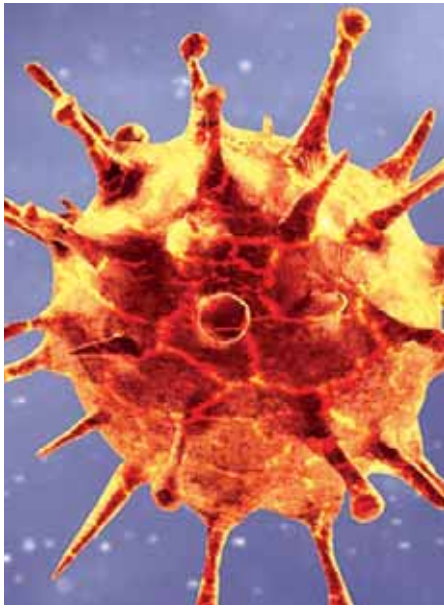
Au Gabon, la coopération avec les Etats-Unis se porte bien. Et le pays d'Ali Bongo Ondimba qui est aujourd'hui leader sur les questions de climat peut tirer son épingle du jeu avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison blanche. On a vu la part active que le Gabon a prise à la Cop 21, il a été le premier pays africain à soumettre son plan d'action climat en amont de la conférence de Paris. À travers cette contribution, qui fixe un objectif de limitation de la croissance des émissions de gaz à effet de serre pour 2025, le Gabon s'est engagé à réduire d'au moins 50% ses émissions par rapport à l'évolution prévue en cas de politique inchangée.

« Cette soumission revêt un caractère doublement important pour le Gabon, en raison d'une part, de l'engagement du président de la République à mener une politique de développement durable et d'autre part, pour contribuer à l'effort mondial de réduction de la hausse de la température », précise le texte de contribution du Gabon à la Cop 21.

Alors que les militants pour le climat n'ont eu de cesse de rappeler l'urgence climatique, l'accord n'a pas pu entrer en vigueur en 2020. Le 20 janvier, Emmanuel Macron a félicité Biden en lui souhaitant un « Welcome back » dans l'Accord de Paris pour le climat. Et le soir même de son investiture comme première grande mesure, le patron du Bureau Ovalaire a pris la décision de revenir dans l'accord. Une succession d'événements qui devraient augurer de lendemains meilleurs pour la planète plus que jamais menacée ■

CORNAVIRUS : LE VIRUS MUTE AVEC DE NOUVEAUX VARIANTS

Touchée depuis décembre 2019 par la survenue de l'épidémie à coronavirus, l'humanité qui tente de se remettre de cette catastrophe à travers des vaccins, est de nouveau confrontée à un problème : le SARS-CoV-2 a muté et les variants sont au nombre de trois (Grande Bretagne, Brésil et Afrique du sud)



Les virus mutent lorsqu'ils se reproduisent. La réplication nécessite que l'information génétique du virus soit copiée. Mais cette copie n'est pas exacte. Elle produit des erreurs telles que des substitutions, des suppressions ou parfois des insertions d'acides aminés, les éléments constituant les protéines. Ces changements sont appelés mutations.

De l'avis de Laurence Josset, professeure aux Hospices civils de Lyon, dans l'un des deux centres nationaux de référence (CNR) chargés du séquençage des génomes : « Nous revivons ce que nous avons connu il y a un an, avec des problèmes d'approvisionnement

en matériel et en réactifs chimiques. On doit harceler les fournisseurs, diversifier nos achats... Sauf que cette fois ce n'est pas pour les tests PCR mais pour le séquençage ».

A l'heure où la planète fait face à une demande importante des différents vaccins, elle devra désormais tenir compte de la réalité des variants. La question aujourd'hui est de savoir si ces variants résistent aux vaccins ? Certains spécialistes avancent que certaines de ces mutations sont favorables au virus, et lui permettent de survivre dans de nouveaux hôtes ou de nouveaux environnements. Un nouvel environnement, cela peut signifier échapper à une réponse immunitaire développée par l'hôte ou une substance thérapeutique. Le SARS-CoV-2 mute comme n'importe quel autre virus. À ce jour, il y a eu environ 4000 mutations au sein de sa seule protéine spiculaire.

Mais la bonne nouvelle, selon les scientifiques, est que la plupart des vaccins contre la COVID-19 cible la protéine spiculaire. Certains vaccins, tels que les vaccins à virus inactivés développés en Chine, ciblent l'ensemble du virus. Les mutations peuvent réduire l'efficacité d'un vaccin dirigé contre la protéine spiculaire, mais ne vont pas annuler ses effets.

Selon des statistiques de l'Organisation mondiale de la santé, le nombre de pays où se trouve dorénavant le variant britannique du coronavirus s'élevait à 70 au 25 janvier, soit 10 de plus qu'au 12 janvier.

Le variant sud-africain qui, comme le britannique, est beaucoup plus contagieux que ne l'était le virus Sars-CoV-2 originellement, poursuit aussi sa course. Il est désormais en activité dans 31 pays. Le variant brésilien a, quant à lui, été signalé dans 8 pays au total.

Pour l'heure, le Gabon assure sa veille épidémiologique grâce au centre international de recherche médicales de Franceville ■

L'HYDRATATION ET SES BIENFAITS

Le corps humain moyen est composé de 57 à 60% d'eau, contre 75 à 78% pour les jeunes enfants. Cette eau présente dans notre corps remplit un certain nombre de fonctions vitales à court et à long terme.



L'eau constitue 60 % du corps chez l'adulte et jusqu'à 75 % chez le nouveau-né. Notre corps ne contient pas de réserve d'eau et il est nécessaire de compenser l'eau éliminée que ce soit par la transpiration ou les urines, par exemple. Comment et pourquoi ?

S'hydrater permet de préserver sa santé. C'est un fait établi, connu de chacun. Ce que nous savons

peut-être moins, c'est combien l'hydratation est garante de notre équilibre physiologique. Tout d'abord, elle élimine les substances toxiques du corps. Pour cela les reins drainent les déchets hors de l'organisme.

Par ailleurs, l'hydratation permet aussi de réguler sa température. Elle joue un rôle majeur dans le maintien d'une température constante à l'intérieur du corps et plus encore en cas de fièvre.

Le saviez-Vous ?

Les aliments fournissent en moyenne 1 litre d'eau par jour, qu'il convient donc de compléter par la boisson qui devra donc atteindre 1,5 litres par jour (repère de consommation proposé par l'European Food Safety Authority).

Ne pas boire suffisamment peut provoquer une déshydratation. Elle est couramment observée chez les enfants et les personnes âgées. Et, ses conséquences peuvent être dramatiques : chez le nourrisson par exemple une perte de poids par déshydratation qui atteint 10 % impose une hospitalisation d'urgence.

LES BONS GESTES À ADOPTER SELON MARLÈNE MVONO NUTRITIONNISTE DIÉTÉTICIENNE GABONAISE

- Habituer les enfants à boire régulièrement de l'eau.
- Boire en petites quantités de nombreuses fois au cours de la journée.
- Penser à boire davantage quand il fait chaud, même si on n'a pas soif ■

ILS ONT DIT...

Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République Gabonaise

« Demain, au Gabon, l'or vert, c'est-à-dire l'exploitation durable et renouvelable de nos ressources naturelles, devra remplacer l'or noir »

ROSE CHRISTIANE OSSOUKA RAPONDA, Premier Ministre Gabonais

« Il faut accélérer la transformation de notre économie pour la rendre plus durable, respectueuse de l'environnement et mieux apte à saisir les opportunités offertes par la révolution verte en cours »

LEE WHITE, Ministre de la Forêt, de la Mer, de l'Environnement chargé du Plan Climat et du Plan d'affectation des Terres

« La forêt gabonaise représente 88 % de son territoire. Nous avons pratiquement 0 déforestation. Si nous voulons maintenir cela, nous devons trouver un nouveau modèle de développement qui va présenter la vraie valeur de la forêt et de l'écosystème, et ce qu'ils nous apportent. Nous devons ajouter de la valeur aux forêts, pas juste au niveau national, mais également au niveau international ».

ALOK SHARMA, Président de la Cop 26

« Le Gabon est entrain de montrer la voie dans la région pour sa façon de construire une forme de résilience et d'intensifier la lutte contre les changements climatiques. »

STEPHEN JACKSON, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Gabon

« l'agenda 2030 pour le développement durable constitue tout simplement la vision et un engagement des plus ambitieux que cette planète n'ait jamais connus ».

EMMANUEL MACRON, Président Français

« C'est tous ensemble que nous pourrions changer la donne climatique en agissant pour notre planète. »



Union Gabonaise de Banque

BOURSE

du 15/12/2020 au 05/02/2021

*Devises/FCFA	15/12/2020	05/02/2021	Variation
USD - Dollar américain	539,1720	547,5508	1,55%
GBP - Livre britannique	720,0089	749,7939	4,14%
CAD - Dollar canadien	423,4234	427,8689	1,05%
CHF - Franc suisse	608,2179	606,6318	-0,26%
ZAR - Rand sud-africain	35,9569	36,6404	1,90%
JPY - Yen japonais	5,1885	5,1963	0,15%
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	147,0145	149,2575	1,53%
CNY - Yuan	82,3844	84,6790	2,79%
MAD - Dirham marocain	60,2270	60,8185	0,98%

	15/12/2020	05/02/2021	Variation
Brent (USD / Baril)	40,93	58,84	43,76%
WTI (USD / Baril)	38,79	56,23	44,96%
Or (USD / once)	1 949,66	1 794,03	-7,98%
CAC 40 (EUR)	4 922,85	5 563,05	13,00%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 161,07	3 642,12	15,22%
DOW JONES (USD)	27 847,66	30 723,60	10,33%

Taux BEAC en vigueur

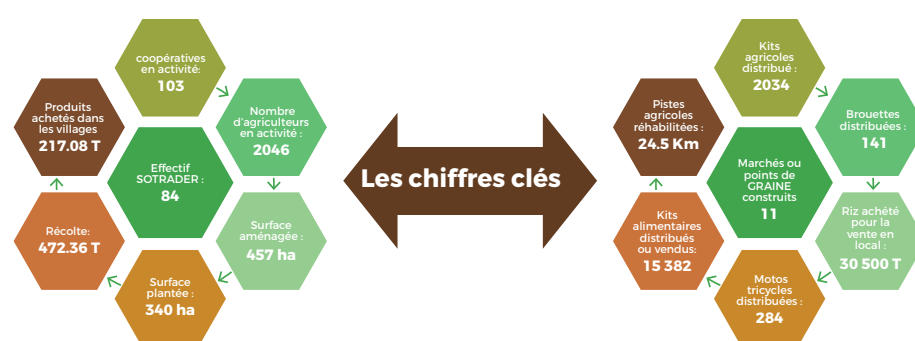
Taux d'intérêt des appels d'offres :	3,25%
Taux de facilité marginale BEAC	5,00%
Taux de facilité de dépôt	0,00%

* Cours publiés par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale-BEAC



“ LA SOTRADER, OPÉRATEUR HISTORIQUE DU PROGRAMME GRAINE, QUEL IMPACT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À TRAVERS LA RSE ? ”

La Société Gabonaise de Transformation Agricole et de Développement Rural (SOTRADER) a été créée en février 2015 dans le cadre d'un partenariat public privé entre la République Gabonaise et la société Olam International Limited dans l'objectif de mettre en œuvre le **Programme GRAINE (Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés)**. En droite ligne des hautes orientations de **S. E. M. Ali BONGO ONDIMBA**, Président de la République, Chef de l'État, la SOTRADER a intégré dans son mode opératoire les problématiques liées à la **Responsabilité Environnementale et Sociale (RSE)**.



De ce qui précède, ci-dessous la déclinaison non exhaustive des actions de la SOTRADER



Plantation des rejets d'ananas à la ferme de Ntoun



Manioc de Franceville dans un marché GRAINE



Clôture électrique installée dans le cadre de la lutte contre la faune



Etals de légumes dans un marché GRAINE



Réhabilitation d'une route rurale et construction d'un pont...



Installation d'une pompe hydraulique à eau dans un village



Marché GRAINE au Lac Bleu

- **01** guide des bonnes pratiques agricoles a été publié et mis à la disposition des bénéficiaires du Programme GRAINE et des Conseillers agricoles et sociaux. L'une des spécificités de ce guide est relative aux dix (10) règles d'or, qui, appliquées, permettent de minimiser l'impact de l'activité agricole sur l'environnement rural et d'assurer la durabilité de l'activité économique ;
- **69** systèmes autonomes d'accès à l'eau 100 kms de pistes rurales construites ;
- **531** motos bennes (tricycles) offertes aux coopératives et agriculteurs indépendants ;
- **1788** kits agricoles (petits outillages agricoles) offerts aux coopératives et aux agriculteurs indépendants ;
- **5** marchés GRAINE ouverts (Lac bleu et Cité Damas à Libreville, à Coco Beach, Ndendé et Tchibanga) ;
- **137** titres fonciers pour les coopératives du vivrier
- **153** coopératives dont les sites ont fait l'objet d'une étude et d'une validité environnementales ;
- **571** coopératives agréées et 898 coopératives enregistrées, etc...



L'ENTRETIEN, L'ASSAINISSEMENT ET LE NETTOYAGE

SOCIETE CLEAN AFRICA



OBJECTIF ZERO DÉCHETS
AIDEZ-NOUS A GARDER
NOTRE VILLE PROPRE



ENSEMBLE POUR UN ENVIRONNEMENT SAIN

Tél.: +241 (0) 11 72 14 96 / 011 76 81 19 / email.: cleanafrica2021@gmail.com